

Un plan Bush pour remplacer Kyoto



*Priorité aux mesures
volontaires
et à la technologie*

LOUIS-GILLES FRANCŒUR

Le président des États-Unis, George W. Bush, a proposé hier à la communauté internationale un processus distinct de celui de Kyoto pour enrayer le réchauffement du climat par des mesures volontaires et des objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre à «long terme».

Parlant devant les représentants d'une quinzaine de pays réunis à Washington depuis deux jours à sa demande, le président américain a proposé une «nouvelle

approche», aux antipodes de Kyoto et qui réunirait dans une même stratégie les plus grands émetteurs de gaz à effet de serre (GES), ce qui inclut dans son esprit «à la fois les pays développés et les pays en développement».

Tous y ont vu une allusion claire à la Chine, à l'Inde et aux grands pays émergents, qui sont engagés dans le processus de Kyoto et qui s'apprentent à négocier les modalités de leur participation mais des stratégies différentes du système de réductions obligatoires accepté

VOIR PAGE A 12: BUSH

www.ledavoir.com

LE DEVOIR

VOL. XCVIII N° 221

LES SAMEDI 29 ET DIMANCHE 30 SEPTEMBRE 2007

2,20\$ + TAXES = 2,50\$

Êtes-vous
authentiques?

*La quête du vrai, du naturel, de la franchise
et du talent brut pourrait détrôner des décennies
de superficialité et de cynisme*

Il va falloir se faire à l'idée. Après des décennies de superficialité et de cynisme, les sociétés modernes carbureraient désormais à la quête d'authenticité. Et cette recherche du vrai, du sincère et du naturel, qui percole autant dans la sphère artistique que politique, économique ou sociale, est certainement là pour rester.

FABIEN DEGLISEE

«Je suis en vélo! Pourriez-vous me rappeler dans cinq minutes? Je vais m'installer dans un parc». Certaines personnes arrivent en retard à leur rendez-vous téléphonique, mais pas Catherine Leduc, mchanteuse de la formation musicale québécoise dans le vent Tricot Machine, qui préfère, à la place, se faire surprendre à l'heure convenue, grâce à son té-

léphone cellulaire, dans l'intimité d'une journée de congé.

«Je suis entre deux déplacements», lance-t-elle avec une voix un peu haletante mais surtout pleine de vie — «Ce n'est pas grave, c'est juste drôle» —, et à l'image de cette vedette improbable dont la candeur et le côté ludique ne s'expriment visiblement pas que dans ses chansons aux mélodies accrocheuses. Dans son quotidien aussi.

«Je n'ai jamais été superficielle», lance la jeune fille dont les yeux bleus intenses séduisent. «En vieillissant, j'ai compris ce qui est important: c'est être moi-

même et me sentir bien dans ce que je fais. C'est la seule façon d'être satisfait.»

Avec un premier album éponyme composé avec son amoureux biologiste, Matthieu Beaumont, et vendu à plus de 15 000 exemplaires pour le moment — «C'est énorme!», souligne-t-elle —, la recette est, de toute évidence, payante. L'engouement du moment pour ce duo, chez les 9 à 99 ans, le magazine *Elle Québec* l'explique d'ailleurs en toute simplicité dans sa livraison d'août dernier: «Ils ne sont pas "parfaits" [...]. Ils font dans le "comfort song" [...]. Ils sont tissés serrés.» En somme, ils sont authentiques et répondent du même coup à un besoin très contemporain, qui s'exprime dans toutes les sphères de la société.

«Il y a effectivement un retour à cette valeur romantique qui est mise de plus en plus au premier plan, résume à l'autre bout du fil le philosophe français Jean-

Marc Ferry, professeur de théorie politique à l'Université libre de Bruxelles, en Belgique. Nous sommes actuellement devant une montée en puissance et une prise de conscience de l'authenticité qui appartient au projet de la modernité comme rationalisation du monde, mais sous un aspect plus complexe». Plus complexe que les autres figures de la rationalité alimentées dans le passé par l'objectivité scientifique, l'efficacité technique et, plus récemment, par le libéralisme et l'affirmation des libertés fondamentales. En résumé.

À la recherche du vrai

Dans l'air du temps, cette quête du vrai, du naturel, de la franchise et du talent brut est en effet perceptible un peu partout. Sur la scène musicale, bien sûr, où Les

VOIR PAGE A 8: AUTHENTIQUES

■ Montre-moi ton moi! ■ Authentiquement correct > à lire en pages A 8 et A 9

Qu'est-ce qui cloche avec Dion?

«En politique, ce n'est pas tout d'avoir raison. Il faut aussi gagner.»

HÉLÈNE BUZZETTI

Ottawa — Qu'est-ce qui cloche avec Stéphane Dion au Parti libéral du Canada? La question est sur les lèvres de tous les militants libéraux québécois ces jours-ci, des militants qui déplorent l'insensibilité de leur formation envers le Québec et l'incapacité (ou le refus?) de leur chef d'y remédier.



Stéphane Dion

La quasi-totalité des militants et artisans du parti interrogés au cours des derniers jours par *Le Devoir* ont réclamé une présence accrue des Québécois dans les hautes sphères du PLC pour que celui-ci soit imprégné de leurs préoccupations.

Robert Fragasso, président de l'aile québécoise du PLC et un des rares ayant accepté de parler ouvertement, raconte une anecdote qui résume à elle seule, selon lui, la situation. «J'étais dans Outremont le jour de l'élection partielle. Il y avait des jeunes filles qui portaient des t-shirts sur lesquels était écrit "Dion mania". Elles venaient de l'Ouest du pays et de l'Ontario. Je regrette, mais y'en a pas de "Dion mania" au Québec. On n'est pas à l'époque de Trudeau

VOIR PAGE A 12: DION

Cure de Jouvence pour Vittorio



JACQUES GRENIER LE DEVOIR

Pour qui le connaît, pas question de rentrer dans les rangs. Sans concession, Vittorio a été et restera.

Le maître de l'affiche plonge dans une nouvelle dimension

ISABELLE PARÉ

Après 50 ans d'une carrière guidée par un coup de crayon audacieux, le maître de l'affiche, Vittorio, n'a pas tiré un trait sur sa vie de bohème et son passé gouailleur. À 75 ans bien sonnés, l'artiste encanaillé à la mine coquine persiste à marcher hors des rangs et célèbre même les aléas de la vie, qui ont failli lui coûter la sienne.

Dans son appartement vieillot du Vieux-Montréal, placardé d'affiches et de photos de belles jeunes femmes, Vittorio Fiorucci revient d'un long voyage. Connu à travers le monde pour ses affiches coup de poing et son passé de joyeux drille, l'artiste émerge de deux accidents vasculaires cérébraux. Moins *bum* mais toujours bohème, Vittorio déteste toutefois qu'on s'émue de son condition médicale. Il assume fièrement cette nouvelle fragilité et y voit même matière à s'émerveiller. «Pourquoi on cachera sa maladie? C'est là, c'est la vie», plaide-t-il.

Là où d'autres s'apitoient sur leur sort, Vittorio se félicite plutôt d'être sorti sans trop de séquelles de cette

VOIR PAGE A 12: VITTORIO

INDEX

Actualités..... A 2	Idées..... C 5
Actualités..... B 10	Monde..... A 10
Avis publics..... B 8	Mots croisés..... C 4
Bourse..... B 2	Météo..... B 8
Carrières..... B 7	Perspectives..... C 1
Décès..... B 10	Rencontres..... D 2
Économie..... B 1	Sports..... B 11
Éditorial..... C 4	Sudoku..... B 10

DESIGN+ARCHITECTURE

Habiter le sommet de sa tour

■ Une nouvelle rubrique en page C 6



LES ACTUALITÉS

Tintin au pays de la repentance

Le célèbre reporter est accusé de racisme

«Mille sabords!», se serait exclamé le capitaine Haddock en apprenant la nouvelle. On pensait Tintin au bout de ses peines après avoir gravi l'Himalaya, marché sur la Lune, vaincu la malédiction de Rackham le Rouge et triomphé des gangsters de Chicago. Mais il n'avait pas encore affronté les antiracistes.

CHRISTIAN RIOUX

Paris — Après la Grande-Bretagne, les États-Unis, la Suède et la Belgique, c'est maintenant en France que le célèbre reporter du *Petit Vingtième* doit subir les foudres des organisations militantes pour avoir eu le malheur d'explorer un jour le Congo. Plus de 75 ans après la parution de l'album, la semaine dernière, le Conseil représentatif des associations noires de France (CRAN) a dénoncé le caractère offensant de *Tintin au Congo*.

«Cet album est offensant, dit Patrick Lozès, président du CRAN. Les Noirs y sont considérés comme des animaux. Ça me choque qu'on insulte les Noirs dans un pays humaniste comme la France. Il n'est pas normal que cet ouvrage puisse circuler librement dans son état actuel.» L'organisation menace d'entreprendre des poursuites si l'éditeur n'obtempère pas à ses demandes. Selon Lozès, qui dit avoir été accueilli avec compréhension chez Casterman, il faut

draît faire précéder la bande dessinée d'une mise en garde ou en limiter la circulation à un public adulte.

Quelques jours plus tard, une organisation sœur au membership tout aussi nébuleux mais on ne peut plus militant, le Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (MRAP), a demandé aux éditeurs d'insérer dans le livre un avertissement. Comme pour les produits toxiques et les films porno, Casterman devrait donc faire précéder le livre d'une notice éclairant «le contexte historique de l'ouvrage et appelant à la vigilance contre les préjugés racistes».

Les péripéties françaises de Tintin ne sont que les dernières dans ce qui ressemble de plus en plus à une campagne internationale contre l'un des tout premiers albums d'Hergé publié immédiatement après *Tintin au pays des Soviets*. En Grande-Bretagne et aux États-Unis, la chaîne Borders a relégué l'album aux sections pour adultes, entre les bandes dessinées sado-maso et le guide illustré du *Kamasutra*.



SÉBASTIEN PIRLET AFP

La chaîne réagissait ainsi à une plainte pour «préjugés racistes, abominables» de la Commission for Racial Equality. Rappelons que la première traduction du

livre en anglais, en 1991, était accompagnée de quelques phrases expliquant que l'œuvre reflétait les stéréotypes de l'époque l'égard des Africains. L'éditeur

poussa le ridicule jusqu'à parler de préjugés à l'égard des... animaux!

Il y a quelques semaines, un militant congolais, Mbutu-Mon-

dondo, a porté plainte devant les tribunaux de Bruxelles pour «images à caractère raciste, xénophobe et colonialiste». Le plaignant demande l'interdiction de la bande dessinée. Un *sit-in* a eu lieu hier devant le Palais de justice alors qu'un représentant des plaignants rencontrait les Editions Moulinsart, responsables des publications dérivées. Un autre *sit-in* est prévu la semaine prochaine à Kinshasa. En Afrique du Sud, l'éditeur local a décidé de ne plus publier l'album.

Étonnement chez Moulinsart

À Bruxelles, la société Moulinsart s'est dite étonnée de cette polémique. Elle rappelle qu'Hergé s'était expliqué de son vivant à ce sujet. Il avait reconnu que *Tintin au Congo* était une œuvre naïve qu'il fallait replacer dans le contexte des années 1930, une époque où les Belges pensaient que leur action en Afrique était irréprochable.

L'affaire ne semble pourtant pas scandaliser outre mesure Marguerite Abouet, une jeune Ivoirienne qui vit à Paris et qui a publié, avec Clément Oubrerie, les aventures d'Aya de Yopougon (Gallimard). À mille lieux de la vision traditionnelle de *Tintin au Congo*, la série qui a remporté plusieurs prix raconte la vie quotidienne d'une jeune Ivoirienne déléguée de la banlieue d'Abidjan. «C'est vrai qu'Hergé véhicule une vision traditionnelle de l'Afrique», dit-elle. Mais les Africains ont tous lu Tintin au Congo et ils en ont bien ri. Ça ne me choque pas et ce n'est pas pour ça que je vais cracher sur l'immense travail d'Hergé. Les lecteurs ne sont pas dupes, ils savent bien que l'Afrique n'est plus comme ça. C'est quand même un comble qu'on ait attendu 75 ans pour réagir!

«On peut s'offusquer ou en rire, mais ce qui est fait est fait», déclarait le dessinateur congolais Asimba Bathy dans les pages du quotidien bruxellois *Le Soir*. Dans les années 1980, à Kinshasa, Bathy a travaillé étroitement avec Bob De Moor, un proche collaborateur d'Hergé.

Assouline est outré

Biographe du grand bédéiste, Pierre Assouline (Hergé, Folio) réproche cette nouvelle polémique. «C'est typique de l'air du temps, dit-il. On veut réécrire l'histoire. Si Casterman accepte de plier devant ces pressions, je m'insurgerai. C'est très grave de mettre un avertissement de la sorte dans un ouvrage. Ce serait ravaler Tintin au Congo au rang de Mein Kampf. Seuls des ouvrages ouvertement antisémites contiennent ce genre de mise en garde. Tintin au Congo est un livre drôle, naïf et paternaliste, mais pas raciste.»

Assouline rappelle qu'Hergé n'avait jamais visité l'Afrique avant de l'écrire. Sa documentation venait du Musée colonial Tervueren et du roman à succès de Pierre Maurois, *Les Silences du colonel Bramble*. «Il n'y eut aucune polémique au moment de la parution dans les pages du très catholique journal de l'abbé Wallez, *Le Petit Vingtième*. À l'époque, le colonialisme ne posait aucun problème aux Belges, pas plus qu'aux Français d'ailleurs.»

On sait qu'Hergé baignait dans le milieu de la droite et même de l'extrême droite catholique belge, dont il ne reniera jamais les idées. Il n'a pas tendu l'oreille lorsque André Gide (*Voyage au Congo*), Albert Londres et son compatriote Georges Simenon ont remis en question le colonialisme. «Oui, l'Afrique nous dit merde et c'est bien fait», avait écrit le père de l'inspecteur Maigret un peu avant la parution de *Tintin au Congo*.

«Tous les personnages d'Hergé sont des caricatures, dit Assouline. Regardez les femmes avec la Castafiore! Et les Chinois!» Après la guerre, Hergé européanisa son album, qui devint le voyage d'un Européen en Afrique. Il élimina les références religieuses tout en conservant son caractère paternaliste et naïf. Il reconnaîtra d'ailleurs sans peine que *Tintin au Congo* était le reflet des «stéréotypes bourgeois et paternalistes de l'époque». Dans les années 1960, c'est néanmoins à reculons qu'il se résoudra à gommer le mot «nègre» à la demande de son éditeur. Dans la foulée, il devra aussi accepter de blanchir les gangsters noirs de *Tintin en Amérique*.

«Il s'agissait de faire plaisir aux tiers-mondistes de l'époque, dit Assouline. Hergé n'aimait pas ça du tout. C'est très grave, ce qui se passe aujourd'hui. Si on s'excuse pour les Noirs, il faudra s'excuser pour tout le monde.»

Correspondant du Devoir à Paris



CONTINUEZ LA BELLE VIE

L'ÉPARGNE FLEXI-PLUS

- + Taux d'intérêt avantageux, sans égard aux sommes accumulées.
- + Encaissables en tout temps.
- + Taux d'intérêt variable en fonction des conditions du marché.
- + Aucuns frais de gestion et d'administration.

Pour en savoir plus, téléphonez-nous ou consultez notre site Internet.

ÉPARGNE
PLACEMENTS
QUÉBEC

VOS
ÉCONOMIES
GARANTIES
À 100 %

1 800 463-5229 | www.epq.gouv.qc.ca

Épargne
Placements

Québec



ACTUALITÉS

**Bijouterie
Gambard**
630-A RUE CATHARTE, CENTRE-VILLE
MONTREAL (514) 866-3876

ROLEX
Vente et service

Jeux olympiques de Vancouver en 2010

Les oublis en matière de sécurité coûteront des millions de plus aux gouvernements

La GRC n'a pas été consultée lors de la préparation du dossier de candidature

ALEC CASTONGUAY

Ottawa — Le gouvernement fédéral devra assumer les dépassements de coûts de la sécurité des Jeux olympiques de Vancouver 2010 parce que le comité organisateur de l'événement n'a pas consulté la Gendarmerie royale du Canada (GRC) lors de la préparation de sa candidature. Selon des documents obtenus par *Le Devoir* en vertu de la Loi d'accès à l'information, le corps policier en charge de coordonner la sécurité des Jeux a été maintenu dans le noir, ce qui fait en sorte que le budget de la sécurité, établi à 175 millions de dollars, a été largement sous-estimé.

Coincée par les révélations, la GRC affirme maintenant que le budget de la sécurité sera revu à la hausse dans les prochaines semaines, sans toutefois préciser de nouveaux chiffres. Pourtant, à la lumière des documents internes obtenus, le corps policier sait depuis maintenant deux ans que le budget de 175 millions ne tient pas la route.

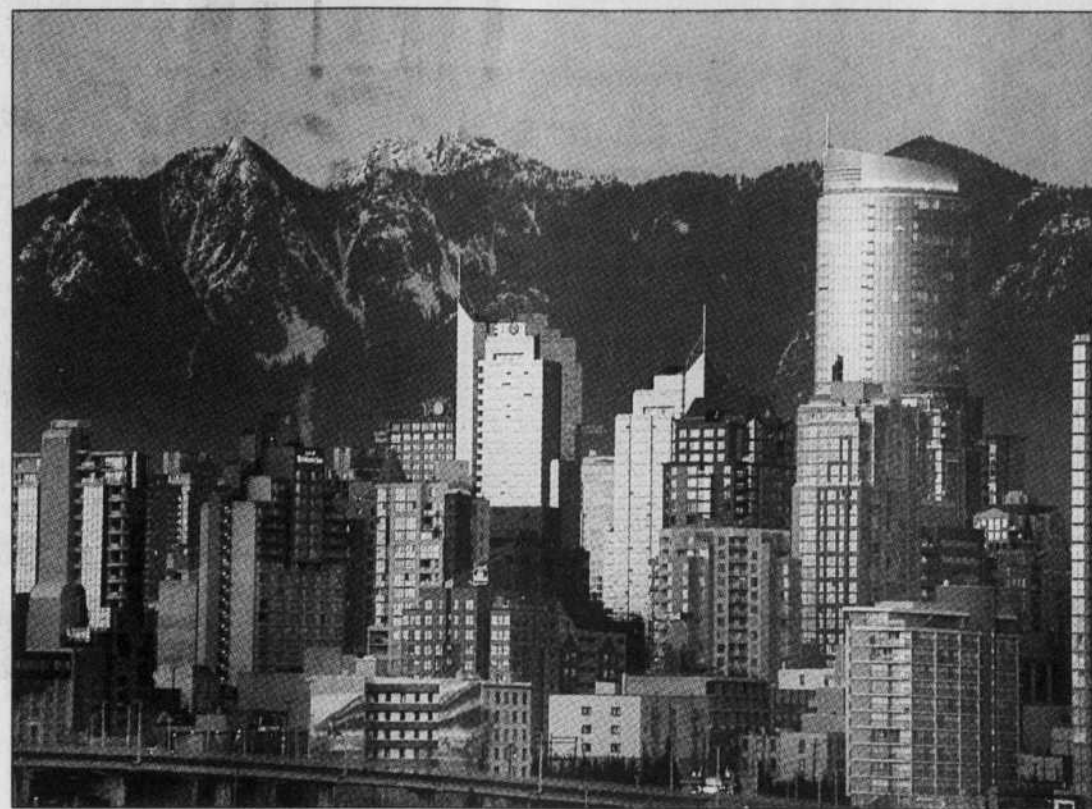
Dans une note interne datée du 5 septembre 2005, l'officier de la GRC en charge de la planification de la sécurité des Jeux de Vancouver, Bob Harriman, écrit: «Le budget original de 175 millions, tel que présenté au Comité international olympique lors de la candidature, a été élaboré sans la contribution [without input] de la GRC. Il y a plusieurs trous dans le budget original».

Cette mauvaise planification va évidemment avoir des répercussions sur le budget de la sécurité des Jeux, dont les dépassements de coûts doivent être épongés par le gouvernement canadien (50 %) et le gouvernement de la Colombie-Britannique (50 %). Les deux ordres de gouvernements se partagent déjà à part égale la facture de 175 millions.

Une litanie d'erreurs

Dans un document confidentiel de 15 pages rédigé en septembre 2005 et intitulé en anglais *Vancouver 2010 Integrated Security Unit, Financial Resource Gap*, la GRC détaille certaines erreurs qui ont été commises dans la préparation du budget de 175 millions. Dans l'introduction, le corps de police s'interroge sur la méthode utilisée par le comité organisateur pour arriver à ce chiffre, laissant entendre que le budget ne repose sur aucune base solide. «L'information qui indiquerait quelle formule ou modèle a été utilisé pour arriver à cette enveloppe de financement est très limitée», peut-on lire.

Premier problème, aucun budget n'a été planifié pour la mise en place de deux centres de commandement à Vancouver et à Whistler, ainsi qu'un endroit où l'équipe responsable de la logistique pourrait établir ses quartiers. Compte tenu du coût de l'immobilier dans la grande région de Vancouver, la facture peut être salée. L'allocation pour les systèmes de commu-



ARCHIVES LE DEVOIR

nication est de 1,8 million, selon les documents de la GRC. Or, le corps de police ajoute que cette facture est nettement sous-estimée puisque «des fonds n'ont pas été alloués pour les ordinateurs, les logiciels et les infrastructures» de communication.

Autre problème: les vérifications de sécurité pour les 80 000 à 95 000 personnes qui seront accréditées pour pouvoir circuler sans entrave sur les sites de compétition, dont plusieurs fournisseurs. Les organisateurs ont prévu un budget de 1,44 million de dollars pour que la GRC s'assure que ces personnes ne représentent aucune menace, soit l'équivalent de 18 \$ par personne. «Cette estimation des coûts est nettement insuffisante», écrit la GRC, puisque le corps de police doit interroger au moins quatre personnes autour de chaque individu qui désire recevoir une accréditation sécurisée, soit au minimum 320 000 personnes.

De plus, dans son budget de 175 millions, le comité organisateur a calculé que 21 lieux devraient être protégés durant les Jeux. Non seulement s'agit-il plutôt de 81 lieux, mais pratiquement aucun budget n'a été

alloué aux équipements requis pour sécuriser ces endroits, notamment des détecteurs de métal, des barrières de contrôle, des tentes, etc. Dans les endroits qui ne seront pas encerclés d'une clôture, la GRC estime qu'elle aura besoin de matériel de détection contre les «intrusions». «Ces coûts ne sont pas spécifiquement inscrits dans le budget soumis», peut-on lire.

En mars dernier, *Le Devoir* révélait que pas moins de 12 350 personnes — sans compter les militaires — seront mobilisées pour la sécurité (policiers, agents privés, bénévoles, etc.). Or, le coût de l'entraînement de ces personnes en vue de l'événement a aussi été sous-évalué, estime la GRC. «Le financement actuel est insuffisant pour les besoins d'entraînement identifiés», peut-on lire. Même chose pour le coût des forces spéciales, dont le passage a été biffé dans le document pour ne pas révéler la nature des opérations possibles. Aussi, le budget de 175 millions ayant été élaboré en 2002, le comité organisateur a omis de l'indexer de 2 % par année jusqu'en 2010, question de suivre l'inflation.

Une menace plus forte

De plus, le comité organisateur des Jeux de Vancouver 2010 a basé ses calculs sur une menace qui serait «négligeable ou faible», selon un courriel envoyé en août 2006 par le responsable de la planification de la sécurité, Bob Harriman. Pourtant, la planification a été faite moins de deux ans après le 11 septembre 2001. Dans une note envoyée au gouvernement de la Colombie-Britannique, la GRC précise qu'«il n'y a aucun moyen d'anticiper le niveau de la menace internationale qui sera en vigueur en 2010».

Dans les différentes notes internes, on apprend également que le corps de police commence à trouver gênantes les questions des journalistes sur la facture de la sécurité. «Même si le budget de la sécurité a été publié lors de la candidature, ce n'est pas nécessairement dans le meilleur intérêt de qui que ce soit de continuer à partager ce chiffre publiquement. On voit de plus en plus de médias ridiculiser le budget de sécurité en le comparant à celui des autres villes olympiques. Plus important encore, il faut garder en mémoire que les informations peuvent être scrutées par des groupes qui pourraient potentiellement cibler nos Jeux».

Le document précise que «la comparaison budgétaire entre les villes hôtes des Jeux n'est pas possible» puisque chaque endroit renferme ses particularités. Rappelons qu'en mars dernier, *Le Devoir* révélait que le Comité international olympique (CIO) s'inquiétait du budget de 175 millions dédié à la sécurité de Vancouver 2010. Dans une note interne destinée à l'ex-commissaire de la GRC, Giuliano Zaccardelli, des agents soulignent que le CIO estime que la facture finale s'approchera des 300 millions qui ont été nécessaires pour la sécurité des Jeux de Salt Lake City, aux États-Unis.

Malgré tout, la GRC continuait de prétendre publiquement, jusqu'à tout récemment, que le budget de 175 millions était suffisant. Or, ce n'est plus le cas. Même si la GRC refuse de dévoiler l'ampleur de la hausse à venir, le budget devra être révisé de plusieurs millions. «On va reconsidérer le budget. On a décidé ça il y a plusieurs semaines. On ne s'est pas assis encore avec le comité de la sécurité pour déterminer le nouveau montant», a affirmé au *Devoir* Pierre Lemaitre, porte-parole de la GRC en Colombie-Britannique. Ce dernier avoue que les problèmes soulevés dans les documents obtenus par *Le Devoir* sont «la raison principale» de revoir les chiffres.

Le comité organisateur des Jeux de Vancouver, à la source de la mauvaise planification du budget, n'a pas répondu aux demandes d'explications du *Devoir* formulées cette semaine.

Le Devoir

RIGHT ON!
Anglais langue seconde
1^{re} année du 2^e cycle du secondaire
Facile à utiliser et répond à tous les critères du programme du MELS.
En vente dans toutes les librairies
Le prix est indiqué sous réserve de modifications.

Pierre PARADIS
GUIDE PRATIQUE DES STRATÉGIES D'ENSEIGNEMENT ET D'APPRENTISSAGE
Un renouveau scolaire progressif, utile et durable
En vente dans toutes les librairies
Le prix est indiqué sous réserve de modifications.

Entre l'écologie et le social Les humains dans la biodiversité



Conférence de Jacques Weber

Directeur de l'Institut français de la biodiversité
Quelles sont les conséquences économiques et sociales du rôle joué par les humains dans les interactions du vivant? Regard d'un économiste anthropologue.

Jeudi 4 octobre 2007, 19h

Adultes: 8\$, étudiants et aînés: 2\$

Cœur des sciences | Complexe des sciences
Pierre-Danvers de l'UQAM
Pavillon Sherbrooke, amphithéâtre SH-2800
200, rue Sherbrooke Ouest
Métro Place-des-Arts

RÉSERVATIONS: www.coeurdessciences.uqam.ca



Hydro
Québec

Pavillon des sciences
Université du Québec à Montréal

Convention sur la
diversité biologique

LE DEVOIR

François Gendron
avocat
LL.L., M.A., Ph.D.
Montréal
514.845.5545
POUR VOUS TIRER D'EMBARRAS

BOOMERS BRILLANTS
Série de conférences • MARDI 9-16-23 Octobre 2007
Endroit: Institut universitaire de gériatrie de Montréal
Heure: 18 h 30 - 20 h 30
Coût: 30 \$
www.alzheimermontreal.ca • www.aging.mcgill.ca
• Un esprit sain dans un corps sain • Josée Filion, MD, FRCP(C)
• Bien manger pour un cerveau en santé • Pascale Fournier, DiP, Nutritionniste
• La gymnastique du cerveau • Nicole Caza, PhD, Neuropsychologue
INFO: 514 369-0800 514 766-1009
Société Alzheimer de Montréal Centre McGill d'études sur le vieillissement

ESTIMATIONS GRATUITES
LES 9 ET 10 OCTOBRE 2007

Maitre Georges DELETTREZ, Président de DROUOT Holding sera présent à MONTREAL les 9 ET 10 OCTOBRE pour estimer gratuitement vos Bijoux, Œuvres d'Art, Antiquités, Collections et Grands Vins, avec, pour le Patrimoine Canadien, Iégor de SAINT-HIPPOLYTE.

Pour prendre rendez-vous, téléphonez nous au 514 344 4081

L'ACCÈS AU MARCHÉ INTERNATIONAL DE L'ART

DROUOT MONTREAL

BOUCHER, François (1703-1770)

IEGOR
HOTEL DES ENCANS

VENTES AUX ENCHÈRES
À l'Hôtel des Encans au 872 rue du Couvent

Mardi 9 octobre 2007 à 19h30
Art Canadien et International, Documents Anciens

EXPOSITION
Du jeudi 4 octobre au jour de la vente, de midi à 17h

ROBERTS, William Goodridge (CAVANA) (1904-1974)

iegor.net

872 Rue Du Couvent • H4C 2R6 • Montréal

LES ACTUALITÉS

Il y a un an, le viaduc de la Concorde s'effondrait

La tragédie a miné la confiance des Québécois

« Je ne vois plus les ponts de la même manière », dit un témoin de l'accident

JONATHAN
MONTPETIT

Claude Girard a vu le viaduc de la Concorde vibrer et tomber hors de sa vue, alors qu'un vomissement énorme enterrait le cri de son fils.

Puis, rien que de la poussière. M. Girard a écrasé les freins. Sa voiture s'est arrêtée à quelques mètres seulement de l'amas de béton qui s'est effondré sur deux véhicules et en a soufflé d'autres comme s'ils étaient des plumes.

Depuis la tragédie du 30 septembre 2006, M. Girard a développé l'habitude de jeter un regard rapide aux ponts avant de passer en-dessous. Le genre d'habitude que l'on développe après avoir vu une structure dont la sécurité était tenue pour acquise s'effondrer devant nous.

C'est ce que cet effondrement aura causé: une perte de confiance envers le réseau routier, les ponts et les viaducs dans toute la province.

« Je ne vois plus les ponts de la même manière », a déclaré M. Girard en entrevue à la Presse Canadienne. Avant, je vous aurais dit que les ponts étaient construits pour de longues périodes, mais maintenant, on voit que tous les ponts peuvent s'effondrer.

Cinq personnes, dont une femme enceinte, sont mortes dans l'effondrement du viaduc, tandis que six autres étaient blessées. Plusieurs raisons techniques ont été avancées pour expliquer cet effondrement, ce qui a surpris les experts.

« Vous savez qu'il y a toujours une infime probabilité qu'une structure



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

s'effondre», a déclaré Saeed Mirza, professeur au département d'ingénierie de l'université McGill. « Mais j'ai été très surpris qu'une structure de ce genre s'effondre. »

Le gouvernement du Québec a mis sur pied une commission d'enquête à la suite de cette tragédie, manifestement pour apaiser les craintes du public. Cela a plutôt entraîné un courant de panique.

Un témoignage devant la commission — présidée par l'ex-pre-

mier ministre Pierre Marc Johnson — a révélé des failles flagrantes dans la conception et dans l'entretien de la structure provinciale, entraînant l'inspection urgente de 135 ponts et viaducs.

« Tout cela aurait dû avoir lieu bien avant », a ajouté M. Mirza. On ne devrait pas attendre une commission d'enquête pour forcer le ministère des Transports à faire ce genre de choses. »

Mais ce genre de problèmes gé-

néralisés des infrastructures n'est pas exclusif au Québec. L'effondrement du viaduc de la Concorde s'est avéré être un présage inquiétant de ce qui s'est passé au Minnesota en août dernier, alors qu'un pont s'est effondré dans le Mississippi. Pas moins de 73 784 ponts aux États-Unis sont classés « structures déficientes ».

M. Mirza qualifie même l'effondrement du viaduc de la Concorde d'un mal pour un bien, puisqu'il

aura forcé les ingénieurs à revoir certaines notions fondamentales de leur profession.

Jusqu'à maintenant, M. Mirza est impressionné par la profondeur de l'enquête menée par M. Johnson et se dit très optimiste à propos de son rapport final, qui doit être déposé le 15 octobre prochain. « Ils ont enquêté en détail, alors je suis certain qu'ils sauront exactement pourquoi ce viaduc s'est effondré. »

Quant à M. Girard, qui fut parmi les premiers témoins entendus à la commission, il croit que trop de temps s'est écoulé depuis l'ouverture du viaduc en 1970 pour que qui que ce soit puisse être tenu responsable.

Il estime que son témoignage l'aura aidé à traverser cette épreuve. « Ce fut libérateur de parler de ce que j'ai vécu », a-t-il dit.

Dans les moments qui ont suivi l'effondrement, M. Girard a grimpé sur les débris pour tenter de venir en aide aux gens qui fuyaient leur véhicule. Lors de son témoignage, il a revu une personne qu'il avait sauvée. « Ça m'a fait du bien. Même s'il était blessé, il était fonctionnel. »

Un an plus tard, rien ne rappelle le lieu de cette tragédie, si ce n'est le nouveau viaduc qui a été construit dans les mois suivants l'effondrement.

Un porte-parole de la Ville de Laval a déclaré qu'on ne comptait pas ériger un monument à la mémoire des victimes et que l'anniversaire serait célébré de façon « sobre et respectueuse ».

La Presse canadienne

La blogueuse adéquate: le mystère persiste

ANTOINE ROBITAILLE

Québec — Sans l'affirmer, la mystérieuse blogueuse adéquate Elodie Gagnon-Martin a laissé entendre hier, sur son blogue, qu'elle est bel et bien celle qu'elle prétend être, une travailleuse autonome, sympathisante du parti de Mario Dumont.

Le Devoir a révélé hier qu'un groupe de blogueurs souverainistes menaient une enquête sur Mme Gagnon-Martin, qui tient le site *« Les Dessous de la politique »*. Ils soupçonnent qu'il s'agit d'une fausse identité qui permettrait à un employé de l'ADQ et ancien blogueur prolifique reconnu, Pierre Morin — qui a blogué jusqu'au mois d'avril sous l'identité de MisterP —, de tenir des propos diffamatoires sur les souverainistes et leur chef. M. Morin, comme *« chef de cabinet »* du troisième vice-président de l'Assemblée, Marc Picard, est tenu à un devoir de réserve. Jeudi, il a totalement rejeté les hypothèses selon lesquelles il écrivait sous le pseudonyme de Mme Gagnon-Martin.

Légal?

Est-il légal de bloguer anonymement ou sous une fausse identité? Pas en France, explique le juriste Pierre Trudel de l'Université de Montréal (spécialisé en droit du cyberspace), mais au Canada, oui. Au reste, ici comme en France, le blogue relève clairement de la communication publique. Par conséquent, si l'on y tient des propos dommageables ou fautifs — diffamatoires par exemple —, « la personne qui est directement en contrôle du blogue peut être appelée à en répondre. La fausse identité ne la rend que plus difficile à trouver », fait remarquer M. Trudel. Il faudrait identifier les adresses IP, repérer celui qui héberge le blogue, qui a un devoir de révéler l'identité des blogueurs qu'il héberge. Par ailleurs, en période électorale, s'il était démontré qu'un employé d'un parti tient un blogue sans que son salaire ne soit déclaré dans les dépenses électorales, cela relèverait de la fraude électorale.

Un spécialiste des blogues, Mario Asselin, de la firme Opossum, a donné un conseil à Mme Gagnon-Martin, hier matin, dans la section commentaire de cette dernière: « La meilleure façon d'éviter qu'on vous prenne pour ce que vous n'êtes pas demeure de vous montrer telle que vous êtes. » Au pire, la ou les personnes qui font le blogue devraient préciser s'il s'agit d'un pseudonyme. « Ici, on a quelqu'un qui entretient la confusion », déplore M. Asselin. Ce dernier a participé au livre *Pourquoi bloguer dans un contexte d'affaires* (bientôt publié aux éditions Isabelle Quentin), ouvrage collectif auquel le blogueur adéquate Marc Snyder a participé. M. Asselin se dit mal à l'aise devant le cas d'Elodie Gagnon-Martin. « Le blogue est un outil qui peut nous permettre de faire des belles choses, mais qui n'est malheureusement pas à l'abri de la manipulation de l'information. »

Au moment d'écrire ces lignes, Mme Gagnon-Martin n'avait toujours pas fait suite à une demi-dizaine de demandes d'interview envoyées par *Le Devoir* jeudi et hier. Elle a aussi empêché la publication de cette même invitation, que nous avions publiée, avant huit heures hier matin sous forme de commentaire sur son site Internet. Pourtant, en après-midi, Mme Gagnon-Martin avait autorisé six commentaires à son texte. Pas le nôtre.

Le Devoir

EN BREF

Volaille interdite

Régina — Le Japon a cessé d'importer de la volaille canadienne après qu'une souche de la grippe aviaire eût été découverte dans une ferme au nord de Régina. La souche trouvée sur cette ferme — la souche H7N3 — n'est toutefois pas associée à de graves maladies chez l'humain. Après avoir annoncé la découverte de la souche, jeudi, les autorités canadiennes ont prédit que cela amènerait la plupart des pays à fermer leurs frontières aux volailles canadiennes. Le ministre japonais de l'Agriculture a annoncé par voie de communiqué que la suspension des importations entrerait en vigueur immédiatement. Les États-Unis ont également annoncé l'arrêt des importations de volailles vivantes et de produits de la volaille canadiens. — *La Presse canadienne*

Pour Elle
277, av. Laurier O.
514-270-6154
Centre de Commerce Mondial
413, St-Jacques O.
514-844-9125

SOLDES
JUSQU'À
60%

Pour Lui
Centre de Commerce Mondial
383, St-Jacques O.
514-281-7999
5107, av. du Parc (angle Laurier)
514-277-7558

doce
UOMO

Notre monde est complexe

D'où l'importance de choisir la bonne école

Dans un monde en constante évolution, il est rassurant de constater que certaines choses ne changent pas. Comme l'éducation offerte à Villa Maria par exemple. Ici, le développement intégral de nos jeunes est une priorité. À l'acquisition de solides compétences s'ajoute l'épanouissement de leur personnalité. Venez les rencontrer, visiter notre campus et découvrir notre nouveau pavillon dédié à la science, aux arts de la scène et au multimédia. Afin de mieux comprendre ce que signifie le mot réussir à Villa Maria.

Portes ouvertes – Secteur français
29 septembre, de midi à 16 h

Examens d'admission – Secteur français
1^{re} secondaire : 20 octobre
1^{re} à 5^e secondaire : 21 octobre

Portes ouvertes – Secteur anglais
14 octobre, de 13h à 16 h

Examens d'admission – Secteur anglais
1^{re} secondaire : 27 octobre et 3 novembre
1^{re} à 5^e secondaire : 25 janvier 2008

VILLA MARIA

LE BONHEUR D'APPRENDRE

4245, boul. Décarie, Montréal, QC H4A 3K4 (514) 484-4950 www.villamaria.qc.ca

LES ACTUALITÉS

Problèmes financiers de l'UQAM

Le manque à gagner serait de 17 millions, selon l'UQ

CLAIRANDRÉE CAUCHY

L'effort supplémentaire pour que l'Université du Québec à Montréal (UQAM) arrive à l'équilibre financier représenterait seulement 0,9 % du budget annuel, de façon récurrente pendant cinq ans, selon les chiffres présentés hier à l'assemblée des gouverneurs de l'Université du Québec.

«Ce qu'il reste à découvrir, ce sont des pistes qui permettraient de faire des coupures ou de trouver des revenus supplémentaires pour même pas l'équivalent de 1 % du budget sur cinq ans», a indiqué hier le président du Réseau de l'Université du Québec, Pierre Moreau, en faisant référence aux chiffres avancés par la firme Ernst & Young. Le manque à gagner qu'il faut combler ne serait donc de environ 17 millions, répartis sur cinq ans.

Le plan de redressement présenté en juin dernier, jugé insuffisant par la ministre et le réseau UQ, faisait passer le déficit accumulé de l'université après cinq ans de 303 millions à quelque 150 millions. La ministre a par ailleurs annoncé depuis lors que le gouvernement prendrait à sa charge l'ilot Voyageur, ce qui pourrait soulager le budget de fonctionnement de l'université d'un autre 55 millions (essentiellement du aux frais financiers). Le président du réseau UQ n'était pas en mesure d'expliquer comment on en arrivait aujourd'hui à un manque à gagner de seulement 17 millions sur cinq ans.

Personne à l'UQAM n'a été en mesure de confirmer ou d'infirmer cette interprétation de l'effort financier à fournir. On précise cependant que les deux firmes comptables (PricewaterhouseCoopers pour l'UQAM et Ernst & Young pour le réseau UQ) devront se parler «pour arriver à une compréhension commune des chiffres», a expliqué la responsable des communications de

l'UQAM, Francine Jacques.

Les chefs d'établissement du réseau UQ ont par ailleurs entériné hier l'entente qui prévoit la marche à suivre pour arriver à un plan de redressement le 29 février prochain, qui fait intervenir deux firmes comptables et un comité de sages nommés par la ministre.

Les gouverneurs de l'UQ ont aussi accepté de voter un budget provisoire permettant à l'université d'avoir les liquidités nécessaires pour fonctionner normalement jusqu'au 29 février prochain.

L'entente intervenue entre l'UQAM, l'UQ et la ministre de l'Éducation n'a pas eu l'heur de plaire à tout le monde à l'UQAM. Le président de l'Association des étudiants en sciences, qui représente également les étudiants au conseil d'administration de l'université, Patrick Véronneau, la juge inacceptable. «On est en train de reléguer la question financière à deux firmes comptables», a tonné M. Véronneau, qui n'hésite pas à traiter la direction de l'UQAM de «chien de poche» de Québec.

Les membres de son association étudiante devraient se prononcer la semaine prochaine sur un mandat de grève générale. M. Véronneau a l'intention d'ajouter à la série de revendications le fait de demander la démission de tous les membres du bureau de direction de l'université.

Le porte-parole de l'Association facultaire des étudiants en sciences humaines, Alexandre Leduc, est lui aussi déçu de la tournure des événements, d'autant plus qu'il a perçu la semaine dernière que la direction encourageait les étudiants à jouer la carte de la mobilisation. «C'est rendu que ce sont les associations étudiantes et les syndicats qui sont les meilleurs défenseurs de l'UQAM. En haut, c'est l'à-plat-ventrisme total», s'insurge M. Leduc, dont l'association a adopté jeudi un mandat de grève générale illimitée.

Le Devoir

ROLLANDE PARENT

La chef péquiste Pauline Marois et son conjoint, Claude Blanchet, avaient annoncé leur intention de poursuivre le quotidien *The Gazette* et son journaliste William Marsden. Ils sont passés à l'acte hier, en fin de journée.

Ils réclament la somme totale de deux millions de dollars, soit 400 000 \$ pour dommages moraux et 600 000 \$ pour dommages exemplaires pour chaque personne.

La poursuite concerne un article publié le 22 septembre par *The Gazette* ainsi que son titre, en plus de six autres articles publiés par la suite sur le même sujet, la plupart sous la signature de M. Marsden.

Le couple estime que ces articles contiennent des allégations fausses, mensongères et vexatoires en plus de porter atteinte à leur réputation, leur honneur et leur intégrité. Pour sa part Pauline

Marois avance que la plupart des écrits avaient «manifestement pour but de nuire à sa campagne électorale» dans le cadre de l'élection partielle tenue le 24 septembre dans le comté de Charlevoix.

Aux yeux des Marois-Blanchet, l'article du 22 septembre porte atteinte à leur réputation en laissant entendre que leur résidence de l'île Bizard est construite sur un terrain appartenant au gouvernement du Québec et en insinuant qu'ils auraient reçu des traitements de faveur des autorités en raison des fonctions politiques occupées par Mme Marois.

Quant à la réputation de Claude Blanchet, la poursuite fait valoir qu'elle a été mise à mal quand le journaliste a laissé entendre qu'il aurait commis une fraude en payant à Marcel Turcotte la somme de 1600 \$ en échange de la signature d'un affidavit mensonger, et ce, afin d'obtenir l'aval de la Commission de la pro-

tection du territoire agricole pour construire une résidence sur une terre faisant partie du territoire agricole au début des années 1990. L'article laisse faussement croire, peut-on lire dans la poursuite, que M. Blanchet aurait commis un acte criminel en agissant ainsi, sans même avoir pris le soin de vérifier auprès du principal intéressé.

«Des passages laissent faussement croire que l'affidavit constitue l'unique motif sur lequel la décision favorable de la Commission de la protection du territoire agricole a été prise», signale-t-on dans la procédure de dix pages.

A plusieurs endroits dans la poursuite, il est mentionné que la propriété en question ne bénéficie que d'un droit de passage sur le terrain du gouvernement, comme c'est le cas aussi pour le propriétaire du terrain de golf voisin.

Le couple Marois-Blanchet considère que *The Gazette* a aggravé son cas à la suite d'une mise en demeure

transmise le 24 septembre réclamant que les insinuations véhiculées soient corrigées. *The Gazette* a plutôt récidivé, considère le couple.

Mme Marois estime finalement que les articles en question sont d'autant plus dommageables qu'elle occupe des fonctions publiques pour lesquelles la confiance du public est essentielle. M. Blanchet évalue que sa réputation en affaires a été attaquée.

L'impact a été d'autant plus grand pour eux que les médias écrits et électroniques ont repris les éléments d'information de *The Gazette* et que Mme Marois a dû tenir une conférence de presse, jeudi, au cours de laquelle elle a été contrainte de divulguer des aspects de leur vie personnelle.

Il a été impossible, hier soir, d'obtenir une réaction de la part du quotidien *The Gazette*.

La Presse canadienne

Congédié illégalement de la Banque de développement du Canada

Michel Vennat demande maintenant 5,6 millions

ROLLANDE PARENT

Michel Vennat est revenu à la charge hier en Cour supérieure, où il réclame maintenant 5,6 millions de dollars pour avoir été congédié illégalement en mars 2004 de son poste de président et chef de la direction de la Banque fédérale de développement, devenue depuis la Banque de développement du Canada (BDC).

Le juge Gilles Hébert a demandé aux représentants du gouvernement fédéral et de la BDC de faire diligence dans ce dossier, maintenant qu'il est clair que la médiation ne permettra pas de règlement. Des efforts en ce sens ont été tentés au cours de l'été et n'ont rien donné.

Les représentants du gouverne-

ment et de la BDC ont indiqué qu'il leur restait à établir l'ampleur des dommages. Pour ce faire, ils interrogeront M. Vennat au cours des prochaines semaines pour recueillir les informations jugées nécessaires.

Pour l'avocat de M. Vennat, la réclamation de 5,6 millions s'articule ainsi: 4,1 millions réclamés au gouvernement fédéral pour la perte de salaire et des avantages marginaux (il lui restait 18 mois à faire à son mandat) ainsi que pour le préjudice matériel et moral; et 1,5 million réclamé à la Banque de développement du Canada.

«Comme juge gestionnaire, il est temps d'adopter un échéancier pour que l'affaire vienne à procès le plus rapidement possible», a avancé le juge Hébert.

«C'est une affaire qui date de 2004,

je veux que ça bouge», a-t-il ajouté.

Le juge a fixé au 30 novembre le moment ultime pour que le gouvernement fédéral produise une expertise établissant le montant des dommages et pour que la BDC produise sa défense.

Il a signalé que la Cour fédérale avait jugé illégal le congédiement de Michel Vennat, en août 2006.

La Cour fédérale avait évalué que M. Vennat n'avait pas été traité équitablement, qu'on ne lui avait pas fourni l'occasion de s'expliquer, qu'il n'avait pas fait l'objet d'une enquête personnalisée et que la décision rendue à son endroit «n'avait pas été minimalement motivée». Le congédiement avait donc été annulé.

Dans la plus récente procédure déposée en cour, Michel Vennat

fait valoir que sa suspension et son congédiement ont été faits pour des considérations d'ordre politique, voire électoraliste. Il allègue que ces considérations étaient fondées, entre autres, sur l'opinion publique, à la suite de commentaires incisifs dans les médias relatifs à un jugement à l'encontre de M. Vennat dans le dossier opposant la Banque fédérale de développement à François Beaudoin, le prédécesseur de M. Vennat, lequel avait été congédié.

M. Beaudoin avait à l'époque refusé d'accorder un prêt au propriétaire de l'Auberge Grand-Mère malgré les appels téléphoniques pressants du premier ministre d'alors, Jean Chrétien.

La Presse canadienne

Consultation publique sur les conditions de vie des aînés



« La situation des aînés vous préoccupe? Je vous invite à venir vous exprimer! »

Marguerite Blais
Ministre responsable des Aînés

La ministre, M^{me} Marguerite Blais, sera accompagnée des coprésidents, M^{me} Sheila Goldbloom, professeure agrégée retraitée des sciences sociales de l'Université McGill, et du D^r Réjean Hébert, gériatre, doyen de la Faculté de médecine et des sciences de la santé de l'Université de Sherbrooke.

La parole est à vous!

Ville : Montréal

Date : 2 octobre 2007

Heure : 9 h à 17 h

Lieu : Best Western Ville-Marie
3407, rue Peel

Il sera notamment question de :

- Situation financière des personnes âgées
- Reconnaissance de l'apport et des besoins des proches aidants
- Contribution des personnes âgées à la société
- Soutien à domicile
- Résidences publiques et privées

Les conditions de *vie*
des personnes âgées

un enjeu de société, une responsabilité qui nous interpelle tous.

Renseignements supplémentaires
1 866 255-9109

www.consultationpublique-aines.gouv.qc.ca

Québec

LES ACTUALITÉS

Eau Secours rejette le plan de lutte contre les algues bleues

Le gouvernement devrait adopter un règlement sur la protection des bandes riveraines

LOUIS-GILLES
FRANÇEUR

La coalition pour une gestion responsable de l'eau, Eau Secours, estime que Québec fait fausse route en n'adoptant pas un règlement sur la protection des bandes riveraines, dont les municipalités pourraient hausser les exigences au besoin, de façon à assurer aux milieux aquatiques de toutes les régions une protection minimale équivalente.

Eau Secours, qui faisait partie des groupes exclus du mini-sommet sur les algues bleues cette semaine à Sainte-Adèle, estime que Québec prend le chemin le plus long, le plus lent et le plus aléatoire en matière de protection riveraine en s'en tenant à la complexe mécanique de la politique provinciale,

que les MRC doivent reproduire dans leurs schémas d'aménagement et que les centaines de municipalités du Québec doivent par la suite transformer en règlements municipaux.

«Une réglementation provinciale permettrait de sauver temps et argent, en plus d'assurer une plus grande cohérence dans la protection de nos plans d'eau», a affirmé la porte-parole du groupe, Martine Ouellet.

Cette dernière déplore par ailleurs que Québec ait réservé les trois quarts des 200 millions de son enveloppe globale au financement d'initiatives en milieu agricole, principalement en finançant la revitalisation des bandes riveraines de trois mètres que la très vaste majorité des agriculteurs n'appliquent pas malgré les

dispositions légales en place.

Message étonnant

«Cela lance un message étonnant, a déclaré Mme Ouellet: si vous ne respectez pas la réglementation minimale, ce n'est pas grave, nous avons du financement pour vous! Les bons citoyens agricoles auront respecté la réglementation à leurs frais et les moins bons auront droit au financement.» Pour Eau Secours, une protection riveraine de trois mètres est nettement insuffisante et c'est une bande de 10 mètres qui devrait être imposée partout de façon réglementaire. L'argent disponible, précise Mme Ouellet, aurait pu aider à financer la différence entre les trois mètres déjà exigés par les normes et une éventuelle protection plus sérieuse de 10 mètres.

La coalition écologique applaudit cependant la décision de Québec d'interdire les phosphates dans les détergents domestiques, une mesure que le gouvernement disait relever, il y a quelques mois encore, de la responsabilité individuelle. Elle applaudit aussi l'embauche de 15 nouveaux inspecteurs, mais espère qu'il s'agit de postes permanents et que cette dépense produira des résultats tangibles.

Globalement, la coalition pense que les initiatives de Québec dans ce dossier sont «nettement insuffisantes» et qu'on a affaire à un plan qui «ressemble plus à une histoire de pêche» qu'à un véritable contrôle de la prolifération des cyanobactéries dans les lacs.

Le Devoir

Danford Lake, en Outaouais

Le projet de dépotoir arrive trop tôt, selon le BAPE

LOUIS-GILLES
FRANÇEUR

La commission du Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE), responsable de l'évaluation du projet de dépotoir à Danford Lake, dans l'Outaouais, est d'avis que la réalisation de ce projet «n'est pas souhaitable».

Cette conclusion à laquelle sont arrivés les commissaires Claudette Journault et Donald Labrie repose sur le fait que le plan de gestion des matières résiduelles de la région n'est pas terminé et qu'autoriser un projet de huit millions de tonnes équivaut à mettre la charue devant les boeufs, aux plans social et technique.

«Si le projet de lieu d'enfouissement technique à Danford Lake était autorisé avant que la démarche régionale sur la gestion des matières résiduelles n'ait été complétée, cela compromettrait les efforts de concertation entrepris pour la sélection d'un mode de gestion, d'une technologie de valorisation et de la localisation des installations», conclut la commission d'évaluation.

Cette dernière estime par ailleurs qu'autoriser un site d'enfouissement de huit mégatonnes, même si on lui projette une vie utile de 30 ans, excède les besoins de la région, d'autant plus que le plan de gestion de l'Outaouais doit, conformément à la loi, réduire le

tonnage de ses déchets voués à l'enfouissement par une optimisation des techniques de récupération et de recyclage. D'autre part, la commission estime que le site d'enfouissement projeté, qui serait situé dans la petite municipalité d'Alleyne-et-Cawood, est trop loin des principales sources de production de déchets, ce qui augmente les distances à parcourir avec de gros camions et les rejets de gaz à effet de serre pour une génération.

Certes, reconnaît la commission, les déchets de l'Outaouais filent présentement très loin de leur lieu d'origine. C'est pourquoi elle préconise la mise en place d'une solution transitoire afin de mettre fin rapidement à l'exportation des déchets de cette région. Mais ce n'est pas équitable, ajoutent les commissaires, qu'une petite municipalité de villégiature qui génère elle-même très peu de déchets vienne déverser sur son territoire ceux de toute une région, sans parler de l'accaparement de ses routes par les camions et des risques de fuites des lixiviats du site dans un milieu naturel de cette importance.

Le projet a suscité une très vive opposition localement, où on se réjouissait hier de la recommandation du BAPE de ne pas autoriser ce projet.

Le Devoir

Le projet Rabaska profitera au trésor québécois, disent les chambres de commerce

LOUIS-GILLES
FRANÇEUR

Une analyse du projet Rabaska commandée par la Fédération des chambres de commerce du Québec (FCCQ) indique qu'avec deux ports méthaniers, le Québec pourra remplacer avantageusement une partie de l'électricité destinée à son marché interne pour la vendre à meilleur prix à nos voisins anglo-saxons, pour le plus grand bénéfice du Trésor québécois, ce qui explique sans doute

l'intérêt du gouvernement à autoriser ces projets.

Cette analyse, qui répète les principaux arguments économiques invoqués jusqu'ici par les promoteurs des projets Rabaska et Cacoua, est signée par le professeur Yves Rabeau, de l'École des sciences de la gestion de l'UQAM. Cet universitaire siège aussi au conseil d'administration de l'Institut économique de Montréal. La FCCQ a publié ce qu'elle qualifie d'«étude» dans sa série «Echec aux projets créateurs de richesse».

Pour le professeur Rabeau, les apports en gaz naturel rendus possibles par ces deux ports méthaniers pourraient — au conditionnel — améliorer le prix de cette source d'énergie et même permettre de décrocher des clients qui alimentent présentement leurs fournaies au pétrole, ce qui réduirait globalement les gaz à effet de serre du Québec. Nulle part, cependant, le professeur Rabeau n'affirme qu'il en résulterait, et de façon certaine, une réduction en chiffres absolus des émissions québécoises.

L'analyse du professeur Rabeau s'en prend par ailleurs aux groupes écologistes opposés notamment au projet Rabaska, qu'il accuse de ne pas respecter les règles du jeu parce qu'ils dénoncent un projet recommandé cette fois par le BAPE. Il les accuse aussi de courte vue parce qu'ils ne voient pas que, si le Québec écoulait chez ses voisins l'excédent inévitable d'importantes quantités de gaz, c'est l'environnement global qui va en profiter.

Le Devoir

EN BREF

Des résultats

Edmonton — Une nouvelle étude démontre que les niveaux de contaminants — dont le plomb, le mercure et les BPC — présents chez les mères autochtones sont en baisse, signe que les efforts déployés pour réduire les toxines s'accumulant dans les animaux vivant dans l'Arctique portent fruits. L'étude, menée par *Monitoring Our Mothers*, a observé les taux de contaminants chez les femmes enceintes de 14 communautés des Territoires du Nord-Ouest, les comparant avec les données recueillies lors d'une étude

similaire menée en 2000. Presque tous les sujets de l'étude étaient des femmes autochtones, dont la diète repose massivement sur la chair de caribou, de poisson, de béluga et de phoque: des animaux qui accumulent habituellement les toxines environnementales qui proviennent du sud. Cette étude démontre que les niveaux de plomb, de mercure et de BPC — considérés cancérogènes — ont tous chuté de 24 %, passant de 94 à 76 microgrammes par litre de sang. Ces niveaux, pour le plomb et le mercure, sont considérés comme étant sous le seuil de tolérance. — *La Presse canadienne*

EN KIOSQUE MAINTENANT



À lire

Un dossier spécial sur l'avis du Conseil du statut de la femme concernant les **accommodements raisonnables**.

Abonnez-vous

Recevez 16 numéros de la Gazette des femmes pendant 3 ans pour seulement 22,50 \$ et un agenda personnel électronique en cadeau !

1 800 665-5372

www.gazettedesfemmes.com



**Lucie FOURNIER
Jean PLAMONDON**
**L'ESSENTIEL
DES MÉTHODES
QUANTITATIVES**

Pour les élèves du collégial qui n'ont pas de préalables en statistique.

308 pages - 28,60 \$
ISBN 978-2-7601-4601-3

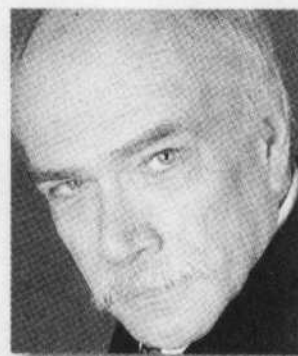
GUÉRIN, éditeur ltée

514-842-3481

En vente dans toutes les librairies

Le prix est indiqué sous réserve de modifications.

VINS ET FROMAGES AU PROFIT DU CENTRE ST-PIERRE



Conférence de Lawrence Poole

4,5 milliards d'années de succès :
Comment les lois de la jungle s'appliquent
au leadership dans les organisations

Mardi 16 octobre 2007, 18h00
1212 rue Panet à Montréal

Réservez votre place : 514 524-3561 poste 284
ou jturgeon@centrestpierre.org

Coût : 50\$

Activité sous le patronage de
Claude Béland et Michel Maletto



Par un collectif d'auteurs
Sous la direction de
Christine TOUZIN

CLAC-SONS

Collection de musique
au primaire

Pour l'enseignement de la
musique dans les écoles

Manuels A et B • 15,50 \$ chacun
Manuels C et D • 20,75 \$ chacun

GUÉRIN, éditeur ltée

514-842-3481

En vente dans toutes les librairies

Les prix sont indiqués sous réserve de modifications.

En solidarité

avec l'Église de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine

Le Diocèse de Gaspé organise son opération annuelle de financement sur l'ensemble de son territoire. En même temps, il invite à la solidarité les Gaspésiens et les Gaspésiennes, les Madelinots et les Madeliniennes qui vivent à l'extérieur de la Gaspésie et des Îles, et les personnes de bonne volonté qui désirent lui apporter leur soutien.

L'Église de la Gaspésie et des Îles veut continuer sa mission toujours aussi importante d'annoncer l'Évangile dans toutes les paroisses. Merci de votre compréhension et votre solidarité.

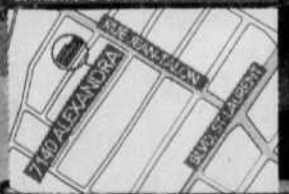
Julien Leblanc, FCA, diacre permanent.

S'il vous plaît, faire votre chèque à l'ordre du Diocèse de Gaspé et l'envoyer à :

Collecte 2007
Évêché de Gaspé
172, rue Jacques-Cartier
Gaspé (Québec) G4X 1M9

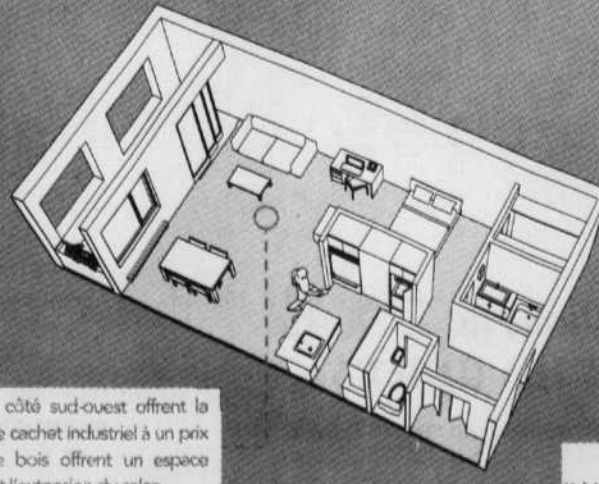
WWW.7140ALEXANDRA.CA
VISITEZ LE BUREAU DES VENTES
AU 7140 ALEXANDRA
LUN-MER 14H-20H
SAM-DIM 12H-17H
T.514.270.9003

CONDOS SUR 2 NIVEAUX
PLAFONDS DE BOIS DE 11'
STATIONNEMENT INTÉRIEUR
TERRASSES EN TOITURE
JARDIN COMMUN



LOFTS AVEC LOGGIA
À PARTIR DE \$116.000-TX

Ces unités à aire ouverte, côté sud-ouest offrent la qualité de la rénovation et le cachet industriel à un prix abordable. Les loggias de bois offrent un espace extérieur couvert qui devient l'extension du salon.



KANVA

L'AGENDA

L'HORAIRE TÉLÉ,
LE GUIDE DE VOS SOIRÉES

Gratuit dans Le Devoir du samedi

LE DEVOIR

LES ACTUALITÉS



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Ne portera le nom de cidre de glace que celui qui aura été fabriqué avec des pommes du Québec naturellement gelées par le froid.

Québec réglementera le cidre de glace

FABIEN DEGLISE

Grand ménage dans le terroir québécois: après plusieurs années de tergiversations, Québec a fait cette semaine un pas de plus pour mettre juridiquement le cidre de glace à l'abri des usurpations d'identité et des méthodes de production douteuses.

Selon la modification apportée au Règlement sur le cidre et les autres boissons alcooliques à base de pomme, dont le projet a été publié dans la dernière livraison de la *Gazette officielle du Québec*, le gouvernement Charest annonce ses couleurs. Pour pouvoir s'appeler «cidre de glace», la boisson liqueuse fine devra être faite uniquement de pommes du Québec naturellement gelées par le froid d'ici. Et rien d'autre. Ce qui n'était pas toujours le cas.

«C'est une très bonne nouvelle», a commenté hier François Pouliot, de l'Association des cidriculteurs artisans du Québec, qui presse Québec depuis des années de mettre un peu

d'ordre dans ce secteur. «Lorsque ce règlement va entrer en vigueur [dans 45 jours], tout le monde va devoir se conformer aux mêmes règles pour la fabrication du cidre de glace. Cela va avoir une incidence non seulement sur la qualité mais aussi sur l'image de ce produit.»

Depuis sa toute première élaboration, en 1990, par le vinificateur Christian Barthelemy dans une cidrerie de Dunham, cette boisson, vendue à prix fort, vit en effet sans définition juridique. Conséquence: cette appellation peut être associée à plusieurs produits sur le marché, dont des cidres chaptaisés et fermentés dans des congélateurs ou issus de concentrés de jus de pomme importés de l'étranger.

La fin de la récréation vient donc de sonner. À l'avenir, seul «le froid naturel» sera acceptable pour la fabrication du cidre de glace, indique le nouveau règlement. Le fabricant devra aussi «cultiver les pommes requises [...] et exécuter à son établissement l'ensemble du processus de fabrication».

«Cette définition est importante. Maintenant qu'elle est officiellement reconnue, nous allons pouvoir commencer les démarches pour obtenir une appellation réservée, ce qui devrait être fait dans les prochaines semaines», a poursuivi M. Pouliot.

En 1995, le regroupement de cidriculteurs avait adopté ses propres normes afin de distinguer le cidre de glace artisanal, fait selon les règles de l'art, de celui provenant de réseaux plus industriels, et ce, afin de combler un vide législatif. En effet, en 1981, lorsque le règlement sur le cidre avait été adopté au Québec, ce produit du terroir n'existait pas encore.

À l'heure actuelle, cette boisson fait vivre près d'une cinquantaine de cidriculteurs, dont une vingtaine qui possèdent des permis industriels. La rencontre entre la pomme et le froid séduit autant les consommateurs du Québec que ceux des États-Unis, de l'Europe et de l'Asie.

Le Devoir

Charest s'adressera aux Québécois tous les dimanches

RÉMI NADEAU

Québec — Le premier ministre du Québec, Jean Charest, profitera d'une tribune radiophonique pour s'adresser directement aux Québécois tous les dimanches matin.

M. Charest bénéficiera gratuitement d'un temps d'antenne de dix minutes, sur les ondes du groupe Corus Québec, à compter de demain.

Les deux partis d'opposition, l'Action démocratique et le Parti québécois, ont pour leur part refusé l'offre du groupe radio, jugeant inacceptables les paramètres proposés.

La direction de Corus avait présenté aux trois partis un scénario d'émission qui accordait dix minutes de temps d'antenne au premier ministre, contre cinq minutes pour le chef adéquiste Mario Dumont et trois minutes pour la chef péquiste Pauline Marois.

«Nous avons jugé inacceptable la répartition du temps de parole, mais nous ne ferons pas la porte à une possible participation, si une nouvelle offre nous est présentée», a précisé l'attaché de presse de Mario Dumont, Jean-Nicolas Gagné.

L'attachée de presse de Pauline Marois, Christiane Miville-Deschênes, a aussi indiqué que «les paramètres ne convenaient pas».

Ni l'un ni l'autre n'ont critiqué la décision du cabinet du premier ministre de profiter quand même de cette intervention directe, sans filtre journalistique, auprès des auditeurs du 98,5 FM, d'Info 690 et 940 News de Montréal, et des autres stations du réseau à Québec, Saguenay, Sherbrooke, Trois-Rivières et Gatineau.

Pour sa part, l'attaché de presse du premier ministre, Hugo D'Amours, a affirmé à la Presse Canadienne qu'il ne s'agissait pas d'une simple opération de propagande.

«Ce ne sera pas une tribune partisane, c'est une occasion de parler directement à la population en bénéficiant d'un certain temps pour exprimer des idées, expliquer des choses», a-t-il soutenu.

«Ce temps d'antenne a été offert aux trois partis, nous n'allons pas nous en priver parce que nos adversaires ont décidé de ne pas y être», a ajouté le porte-parole, selon qui cette intervention n'a rien à voir avec une opération destinée à mousser la popularité du chef libéral, en difficultés dans les sondages.

Le bureau du premier ministre conviendra du sujet abordé avec des journalistes de Corus quelques jours à l'avance, afin de permettre à M. Charest de préenregistrer l'intervention qui sera diffusée le dimanche, de 11h05 à 11h15.

La Presse canadienne

Hôpital Saint-François-d'Assise

L'éclosion de *C. difficile* était due à plusieurs facteurs

Québec — L'éclosion de *Clostridium difficile* au printemps dernier à l'hôpital Saint-François-d'Assise, à Québec, est attribuable à la combinaison de plusieurs facteurs, dont l'âge avancé des patients et l'utilisation d'un certain type d'antibiotiques.

C'est ce qu'indique le rapport de l'enquête épidémiologique menée au cours des derniers mois sur 52 cas d'infection au *C. difficile* en mars, avril et mai derniers, dont 18 décès.

L'enquête menée par la Direction régionale de la santé publique de Québec a démontré que l'âge avancé des patients, leur état de santé précaire et la prise d'antibiotiques font partie des facteurs qui ont eu une incidence sur le développement de la bactérie.

L'analyse des résultats de l'enquête a démontré que l'âge moyen de l'ensemble des patients atteints était de 76,6 ans. «Les personnes de 70 ans et plus qui ont développé une diarrhée associée au *C. difficile* pen-

dant la période examinée par l'enquête avaient six fois plus de risque de décéder que les plus jeunes», analyse-t-on dans le rapport.

De plus, ajoute-t-on, l'état de santé des patients infectés par la bactérie était plus précaire, et ces patients avaient consommé plus fréquemment des antibiotiques de la classe des quinolones avant le début des symptômes.

«Il est possible d'avancer que l'utilisation d'une quinolone chez le patient le rendait plus à risque de développer une infection par le *C. difficile*, comparativement à un patient qui prenait un antibiotique d'une autre classe», analyse le rapport d'enquête.

À la lumière de cette enquête, la Direction régionale de la santé publique formule 23 recommandations, dont certaines s'adressent directement à l'établissement de santé. Le rapport insiste notamment sur le fait que l'hôpital crée un comité de travail sur la révision des antibiotiques en rapport avec

le *C. difficile* et qu'il exerce une surveillance soutenue de la consommation de ce type de médicament qui est étroitement relié au développement de la maladie. De plus, le fonctionnement de ce comité doit être classé «prioritaire».

La Direction régionale demande aussi à l'établissement de porter une attention particulière aux patients âgés souffrant de maladies pulmonaires, étant donné le risque qu'ils courent de développer le *C. difficile*.

De façon plus générale, les Agences de santé et le ministère de la Santé et des Services sociaux sont incités à faire la promotion de la création de ce type de comités auprès de tous les établissements de santé dans l'ensemble des régions.

Le ministère est aussi invité à demander au Conseil du médicament d'émettre des recommandations dans la prescription d'antibiotiques en rapport avec le *C. difficile*.

La Presse canadienne



Si ce n'est plus un jeu...

Pour la plupart des gens, les jeux de hasard sont une façon de se divertir. Mais si on n'arrive plus à se contrôler et qu'on a envie de continuer, même quand on a vidé ses poches, en pensant que ça va finir par payer...

IL Y A DE L'AIDE QUI EXISTE.

MISE SUR TOI.

Jeu: Aide et référence 1 866 SOS-JEUX

FONDATION
MISE SUR TOI

une initiative de Loto-Québec

misesurtoi.ca

GRANDE CONFÉRENCE

Le mythe de l'égalité-déjà-là : un poison !



CHRISTINE DELPHY, sociologue française reconnue comme l'une des principales architectes de la pensée féministe contemporaine

Jeudi 11 octobre, 19 h

Auditorium de la Grande Bibliothèque
475, boulevard De Maisonneuve Est
Métro Berri-UQAM

ENTRÉE LIBRE

Renseignements:

514 987-3000, poste 2581
www.unites.uqam.ca/arir

Webdiffusion:

www.telug.org/webdiffusions/cdelphy.html
(en collaboration avec la TÉLUQ)

Cet événement est une présentation de l'Alliance de recherche IREF/Relais-femmes (ARIR)

IREF

Institut de recherches et d'études féministes

UQAM

DOSSIER

Montre-moi ton moi!

La quête d'authenticité s'accompagne d'une recherche identitaire

FABIEN DEGLISE

À première vue, le lien n'est pas évident. Et pourtant. La quête très contemporaine d'authenticité serait finalement étroitement liée à une autre quête qui fait pas mal jaser le Québec au grand complet depuis plusieurs années: celle de l'identité.

«Le culte de l'authenticité, c'est une des conséquences de l'individualisation des conditions», résume le sociologue Fabien Loszach, doctorant à l'UQAM, mais c'est aussi une des formes que prend la quête identitaire.

Ceci explique donc cela. Et plus encore... Par un truisme, tenez: alors que dans un passé pas si lointain, les identités individuelles étaient données, structurées par la famille, l'État, l'Église, voire les syndicats, aujourd'hui, le «moi», comme disent les philosophes, doit être construit par chaque citoyen. «Comme ils n'ont plus rien au-dessus d'eux, alors ils se doivent d'être eux-mêmes», poursuit Fabien Loszach. Donc, d'être authentique.

Loin d'être entré dans *L'Âge des ténèbres*, comme le

prétend le réalisateur Denys Arcand, le Québec dans son ensemble serait plutôt arrivé à «l'âge de l'apparence intérieure», prétend le sociologue. Et un petit tour de câble — ou de satellite — suffit d'ailleurs à s'en convaincre, selon lui. «Dans les années 1960, la télévision était d'obédience humaniste, elle était versée dans l'éducation des masses et dans les débats publics. Aujourd'hui, c'est une télé où tout le monde dit "je"».

La retransmission, depuis quelques jours, des travaux de la commission Taylor-Bouchard sur les accommodements raisonnables en est sans doute une très belle illustration. Instaurée à la suite d'un certain malaise devant le pluralisme des valeurs du Québec contemporain, cet espace de réflexion, tout en permettant aux participants d'exprimer le fait qu'ils veulent être eux-mêmes, vient également mettre en lumière un paradoxe dans la quête très contemporaine d'authenticité.

«Avec la liberté d'être soi, vient l'incertitude», dit Loszach. La recherche de liberté ne peut pas se faire sans les

autres sur qui on s'appuie, dans un rapport spéculaire, afin d'avoir confirmation que notre moi est vrai, bon, sincère et qu'il a de la valeur». En somme, on confronte son «je» au «nous».

Or, par ce processus, il est facile aussi, poursuit-il, de s'appuyer sur des fantasmes d'identité collective. «Et quand ces choses sont fantasmées, cela peut devenir dangereux».

Voilà! On la croyait belle, romantique et pleine de bon sens. Mais l'authenticité peut finalement s'accompagner de «dérives idéologiques», tempère le philosophe Jean-Marc Ferry. «La réclamation pathologique et conflictuelle identitaire en est une, surtout lorsqu'elle s'accompagne d'un différentielisme excessif».

Et ce n'est pas tout. La nécessaire transparence qui alimente ce courant très actuel serait aussi sur le point de faire naître une sorte de puritanisme moderne avec, en trame de fond, «la privatisation de la vie et la publication du privé», dit Fabien Loszach, qui oblige à «se confesser en permanence». Et devant tous. *L'exi-*

gence d'unité de la personne oblige à se mettre en position de répondre de tout, y compris de sa vie privée». L'utilisation de terres publiques sur un domaine — et pour l'accès à un château — bien personnel du côté de l'île Bizard entre là-dedans!

La quête d'authenticité comme critique de la raison étant là pour rester, il va donc falloir apprendre à vivre avec. Tout en espérant que cette recherche inlassable du vrai ne devienne pas trop, avec le temps, dogmatique, dit M. Ferry. «Il faut que ce soit équilibré, lance le philosophe. Il y a toujours un danger d'hégémonie d'une figure de la raison par rapport à une autre. Et si cette figure devait devenir trop dominante, il va sans doute y avoir beaucoup de souffrance». Mais contrairement à quelques souffrances exprimées dans les superficielles années 1980 ou dans la cynique décennie 1990, celle-là aura toutefois le mince avantage d'être vraie.

Le Devoir

AUTHENTIQUES

SUITE DE LA PAGE 1

Trois Accords — groupe de sous-sol de bungalow à la popularité fulgurante — ont ouvert la voie, il y a quelques années, avec leur chanson *Hawaïenne*, aux Tricot Machine, Damien Robitaille et autres Plywood 3/4 qui, comme eux, essayaient d'ériger la candeur en système avec une créativité artistique sans flâta qui pourrait très bien venir de chez la voisine d'en face.

À la télévision, l'authenticité trouve également ses marques. Sous la forme étonnante et parfois discutable des émissions de télé-réalité qui livrent aux heures de grandes écoutes l'intimité, savamment orchestrée, certes, d'une Kim, coiffeuse de 24 ans, débarquant de son Saint-Jérôme dans *Occupation double* (TVA) pour y trouver l'âme sœur, ou d'un Francis, 23 ans, commis dans un magasin à grande surface à Laval, acceptant de se livrer, entier et 24 heures sur 24, dans l'univers télévisuel et carcéral de *Loft Story* (TQS).

Plus délicieusement, cette authenticité peut aussi prendre les traits de la comédienne Hélène Florent, dont *La Galère* (série diffusée le printemps dernier sur les ondes de Radio-Canada) l'a conduite, elle et son sourire rafraîchissant, dans tous les talk-shows du moment où, comme les Macha Limonchik et Marie-Josée Croze avant elle, l'actrice a goûté au plaisir de la célébrité avec une vitesse déconcertante et une approche simple: elle est restée tout simplement elle-même et n'a pas essayé de jouer à la célébrité. Ce qui est certainement une sinécure, dans ce monde d'images, de faux-semblants, de superficialité et de demi-vérités.

La sphère médiatique aime d'ailleurs de plus en plus ça. Et être soi donne parfois son billet d'entrée pour *Tout le monde en*

parle, un rendez-vous hebdomadaire qu'il n'est malheureusement plus nécessaire de présenter, ouvertement placé sous le signe de la confiance et de la recherche d'«authenticité» — exprimée parfois de manière odieuse et/ou maladroite. L'extériorisation de sa vraie nature peut aussi mener aux studios de *Christiane Charette* à la Première Chaîne, un espace culturel mettant en vedette une animatrice qui, elle-même, semble vouloir cultiver ce trait de caractère.

Comment? En annonçant en direct et par téléphone son retard depuis un taxi, en jouant dans ses notes et en l'annonçant sans retenue, ou en tutoyant certains de ses invités, dérogeant ainsi aux codes formelles de la radiophonie ainsi révélés à son public. Mais comme dirait l'autre: elle est faite comme ça. Et ses admirateurs s'en réjouissent.

Une valeur qui a la cote

La liste est loin d'être exhaustive. Et en y ajoutant les représentations de l'authenticité qui percolent dans les messages publicitaires du moment, dans les discours écologiques ou altermondialiste de l'heure — qui appellent vertement à plus de vrai —, comme dans les coulisses du pouvoir, il serait facile d'affirmer que si cette valeur renaissante était une valeur mobilière, sa cote en serait sûrement une à surveiller.

«Ce n'est pas un phénomène de mode, c'est une tendance lourde, estime Patrick Beauduin, vice-président création chez Cossette Communications, une agence de publicité. Le besoin d'authenticité s'exprime de manière très forte depuis quelques années car il s'intègre dans une quête ou reconquête des valeurs qui fondent notre société.» Une quête longue et parfois tortueuse, qui forcément assure la pérennité de la chose.

Normal. C'est qu'après des dé-



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

cennies de simulacres — politiques, médiatiques ou commerciaux —, de superficialités, dont les années 1980 ont largement donné le ton dans toutes les sphères de la culture, et de cynisme, art dominant dans les dernières années et poussé par la perte de vitesse des religions et la remise en question collective des institutions et de la morale, l'humanité semble vouloir désormais passer à autre chose... en appelant à plus de vrai, de sincérité, de naturel, en en cherchant finalement à apprivoiser le réel.

Au diable, donc, l'*homo economicus* avec son goût prononcé «pour la maîtrise de soi et pour le moi désengagé d'un individu froid sur le marché, une phase dure de l'individualisme reliée au développement des idées universalistes du droit», résume Jean-Marc Ferry. «L'authenticité met désormais en exergue une autre face de l'individualisme, expressiviste celle-là, qui insiste sur des notions d'intériorité et d'extériorité, mais aussi de vie privée qui prend de plus en plus d'importance. Nous

sommes dans l'esthétique aussi, dans l'approfondissement de soi et dans un projet d'être soi-même pour bien communiquer avec autrui.»

La technique de l'authenticité

L'idée, «à l'heure des communications», comme le chantait Jean Leloup, un authentique mystificateur «en 1990», n'est pas folle. Elle peut aussi s'appuyer aujourd'hui sur un ensemble d'outils qui participent d'ailleurs à l'affirmation de l'authenticité dans la sphère privée comme publique. Avec, en tête, le téléphone cellulaire, ses multiples fonctions et son traditionnel «es où?», mais aussi l'Internet, un espace démocratique qui abaisse les frontières, encourage le partage et la proximité mais appelle également les utilisateurs à mettre, eux-mêmes, le «vrai» en spectacle. Et bien souvent, ce n'est pas le «vrai» du voisin mais bien le sien.

«Avec Facebook [un site de réseautage ultra-populaire qui chante le quotidien des internautes et celui de leur entourage], nous sommes en plein là-dedans, dit Patrick Beauduin. L'Internet accélère cette affirmation de l'authenticité en incitant les gens à participer pour que cet univers leur ressemble, soit plus près de leur réalité. Or, tout ce qui est partagé entraîne forcément la mise à nu. Il faut montrer à tous

nos amis qui nous sommes vraiment.»

Le phénomène est complexe. Il contribue aussi, par effet d'entraînement, à alimenter cette recherche du véritable en dehors du cyberspace où, là aussi, le citoyen-consommateur, devenu artisan de la médiatisation de sa propre vie, n'hésite plus à déclarer sa soif d'authenticité. «Ce n'est pas étonnant, poursuit le fils de pub. Il est devenu un fantastique décodeur de bullshit. Il n'y a plus grand-chose qu'il ne comprend pas dans la manipulation des éléments médiatiques [pour avoir expérimenté lui-même cette manipulation]. Nous sommes désormais face à des récepteurs branchés, au fait de tout, qui comprennent très bien le deuxième degré, le décalage [avec le réel], mais aussi l'authenticité. Et c'est cette valeur qu'ils veulent qu'on lui donne. Rien d'autres.»

Vendre le réel

Dans le monde de la publicité, les annonceurs commencent d'ailleurs à le comprendre, comme en témoigne la dernière campagne de l'institution financière Desjardins qui, après la conjugaison «d'avoirs et être», décline désormais son image avec celles de ses clients: Truong, Picard, Tremblay, Desousa et les autres. «C'est la recherche de la complicité», dit Beau-

duin. La pub, qui pendant longtemps a magnifié les choses, veut refléter la réalité, être en prise avec le quotidien des consommateurs.»

Poussé à son paroxysme, elle incite aussi de plus en plus de compagnies à interpeller directement leur clientèle pour la création de leur spot de 30 secondes, avec en trame de fond, authenticité oblige, un principe transparent: faire des consommateurs les publicitaires des produits qu'ils consomment afin de les rapprocher de ces produits et d'en inciter d'autres à en faire autant.

Le phénomène, qui vient des États-Unis, se répand comme une trainée de poudre dans les méandres de la Toile, entre autres avec des multinationales comme L'Oréal qui, l'an dernier, a demandé aux jeunes américains de «faire leur publicité» pour l'un de ses shampoings. MasterCard, Firefox, le célèbre fureteur du Web, ou encore la compagnie aérienne Jet-Blue Airways en ont fait tout autant, grâce à leur vitrine Internet, pour le bien de leur marque.

«Le Serge de Molson Ex [dernière campagne du brasseur basée sur la recherche d'un Serge, le consommateur idéal de bière] repose aussi là-dessus, dit le vice-président de chez Cossette Communications. Et ça marche d'enfer. Les histoires [des annonces présentées sur Internet, entre autres] sont suggérées par les consommateurs» et mettent en scène ces mêmes consommateurs qui amènent, du même coup, de l'authenticité là où l'on n'était moins habitué à en voir.

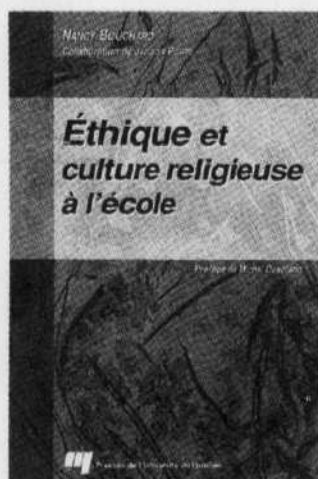
Avec en main le prix Dédé-Fortin pour les artistes de la scène émergente, reçu cette semaine de la Société professionnelle des auteurs et des compositeurs du Québec (SPACQ), Catherine Leduc, de Tricot Machine, savoure aujourd'hui sa popularité naissante comme on mord dans un *cupcake* — ces petites expressions sucrées de l'authentique dans la bouffe, cette fois. Elle ne s'offusquera pas non plus de la nouvelle stratégie commerciale des multinationales qui cherchent à exploiter le vrai, même si elle est à des années-lumière de ces considérations bassement commerciales.

«À pareille date l'an dernier, lancet-elle, on voulait juste sortir un CD pour que les gens puissent l'écouter. On ne demandait rien d'autre à notre maison de disque que d'en vendre 1000. Tout ce qui arrive depuis, c'est du bonbon.» Et elle ajoute: «Un jour, c'est sûr, on va être dépassé. On va avoir de mauvaises critiques. Mais comme on aime ce qu'on fait, cela ne va pas avoir d'importance». Comme quoi, la sincérité, tout en aidant à monter par les temps qui courent, permet aussi aux «vrais» de relativiser bien des choses.

Le Devoir

ÉTHIQUE ET CULTURE RELIGIEUSE À L'ÉCOLE

Nancy Bouchard
Avec la collaboration de Jacques Pierre
Préface de Michel Despland



Convier les élèves à la compréhension des visions religieuses du monde qui se manifestent aujourd'hui, à la réflexion commune sur des leçons du passé, des modèles de vie, des valeurs, règles, normes et principes, des questions éthiques ou des enjeux moraux, tel est la proposition mise de l'avant dans cet ouvrage.

Bien que l'objet traité soit plus directement lié au fait que l'éducation en matière d'éthique et de culture religieuse connaît à l'heure actuelle un virage historique au Québec, la réflexion qu'il propose s'adresse à tous ceux et celles qui se préoccupent de l'éducation en ces domaines, qu'elle soit comprise en termes d'éducation à la citoyenneté, de culture ou d'instruction civique, d'éducation morale, éthique, sociale, politique ou religieuse, ou encore d'enseignement du fait religieux.

20^e

Québec



Guide d'apprentissage SCP 4011-2
(328 p.) 17,75 \$ - ISBN 978-2-7608-3617-4

LIDEC inc.
514-843-5991

Onil MORIN

Collection Sciences physiques

L'ÉLECTRICITÉ

Formation générale des
adultes • 4^e secondaire

En vente dans toutes les librairies
Le prix est indiqué sous réserve de modifications.

PHASE 2 › EN VENTE
PHASE 1 › 80 % VENDU



SAISISSEZ LES JUMELLES

LE VISTAL 2 › LA PHASE ULTIME À LA FINE POINTE DE L'ÎLE-DES-SŒURS

› ÉCO-COMMUNAUTÉ™ › 35 % D'ÉCONOMIE D'ÉNERGIE

VISITES L/M/M/J/V: 11H - 19H S/D: 11H - 17H | (514) 782-3450 | VISTALCONDOS.COM

DOSSIER

Authentiquement correct



Stéphane Dion



Mario Dumont

« Les politiciens qui vont essayer de se montrer vrais vont être nombreux. Ceux qui vont réussir le seront moins. »

— Jean-Marc Ferry, philosophe



Jean Charest

FABIEN DEGLISE

La scène avait tout pour déconcerter... à commencer par le premier ministre Stephen Harper, de passage à Paris en juin dernier pour une visite officielle éclair. Au terme de son tête-à-tête avec le nouveau président, Nicolas Sarkozy, le chef des conservateurs s'est en effet vu offrir par son homologue, au départ de l'Élysée, une ballade à pied « improvisée », comme ça, en toute simplicité, dans les rues de la capitale française.

Accompagnée de tapes amicales sur le bras et d'un Sarkozy décontracté interpellant, devant une boucherie typique, les badauds pour leur présenter « le premier ministre canadien », la promenade, avec gardes du corps, certes, mais sans la lourdeur du protocole de la République, tranchait certainement avec les images de rencontres officielles qu'il a été permis de voir jusqu'à maintenant.

Exit les limousines noires avec drapeaux de circonstance. Exit le faste des gardes républicains avec leurs chevaux. Sarkozy a finalement réservé à Harper, ce jour-là, le même traitement qu'il aurait pu servir à son beau-frère, à son ami d'université ou encore à feu l'animateur de télé Jacques Martin, l'ex de sa femme Cécilia... En toute intimité et surtout en toute authenticité.

« C'est son intelligence politique, résume le philosophe français, Jean-Marc Ferry. Jusqu'à maintenant, à chaque intervention politique, il a cartonné. Pourquoi? Parce qu'il a compris qu'aujourd'hui, en politique, il faut jouer franc-jeu, ne pas mentir, être soi-même. C'est une option de courage, car ça peut coûter cher, mais c'est aussi payant. Payant, mais également dans l'air du temps. »

La langue de bois et les appareils du pouvoir auraient désormais fait leur temps. « Il y a une véritable réclamation et une aversion du



BENOIST TESSIER AFP

En visite officielle en France, en juin dernier, le premier ministre canadien Stephen Harper a eu la surprise de se voir inviter par le président français, Nicolas Sarkozy, à l'accompagner pour une authentique petite balade.

manque de communication véritable de la classe politique, poursuit le professeur de théorie politique à l'Université libre de Bruxelles, en Belgique. Les gens ne veulent plus être mystifiés. Ils en ont marre des mascarades. Il y a des problèmes importants qui se posent et ils considèrent qu'ils ne paient pas les hommes politiques pour faire le cirque. »

Hegel l'avait compris en expliquant que l'agir le plus franc était sans doute le plus rusé. Et l'analyse pourrait donc annoncer l'arrivée prochaine d'une nouvelle vague de politiciens prêts à délaisser les discours consensuels et propagandistes, qui satisfont visi-

blement moins, pour exprimer leur vraie nature. Et du même coup « contrarier les attentes iconiques liées au pouvoir, dit M. Ferry, car la marge de tolérance est devenue désormais plus élastique. »

Ce chemin, le chef du parti libéral du Canada, Stéphane Dion, aimerait bien l'emprunter, d'ailleurs, comme il l'a expliqué la semaine dernière lors d'une entrevue accordée au *Téléjournal* de Radio-Canada. Prenant le blâme de la défaite libérale dans les élections partielles d'Outremont, l'homme a expliqué vouloir désormais se montrer tel qu'il est afin d'enrayer l'image négative et caricaturale qui

lui colle à la peau. Et qu'il a, par un certain mutisme, de l'arrogance et des faux-pas, largement contribué à alimenter.

Cet appel à l'authentique n'étonne guère le publicitaire Patrick Beauduin, de chez Cossette Communications, qui reconnaît qu'un certain « voyeurisme de la réalité des politiciens » s'est installé dans la société depuis quelques années. « On le voit pendant l'élection, dit-il. Le chef d'État doit aussi être un vrai vacancier, et cela donne des images que l'on ne voyait pas avant. »

Et ce n'est qu'un début. « Les politiciens qui vont essayer de se montrer vrais vont être nombreux, lance

M. Ferry. Ceux qui vont réussir le seront moins. »

Pour cause: « On ne peut pas tricher avec l'authenticité car elle fait appel à des codes subtils que l'on ne maîtrise pas. On ne peut pas non plus l'utiliser de façon stratégique sans qu'elle ne se retourne contre elle-même, poursuit-il. Sans être populiste, je dirais même que le peuple est plus doué que les intellectuels pour déceler les fautes dans l'authenticité. Des fautes qui ne pardonnent pas et qui prouvent aussi qu'avec ou sans franchise, la politique restera toujours un sport dangereux. »

Le Devoir



Au-delà de la performance

Citoyennes du monde

Les portes jamais fermées, le cœur toujours ouvert, la relation maître-élève jalousement préservée : voilà le secret du Saint-Nom-de-Marie qui, génération après génération, forme celles qui demain feront une différence dans leur milieu.

Forte de son expérience, l'institution a su s'adapter à notre société pluraliste. Si l'ajout d'un pavillon ultramoderne s'inscrit dans cette évolution, l'enseignement de très haut niveau et la transmission de valeurs humanistes demeurent les préoccupations principales des éducateurs.

Pas étonnant que les filles du Saint-Nom-de-Marie regardent l'avenir avec confiance ! Elles auront les compétences de leur audace et la force intérieure pour relever le défi de leur choix.

Portes ouvertes

Dimanche 30 septembre, de 13 h 30 à 16 h 30

Examens d'admission

Samedi 13 et dimanche 14 octobre, de 9 h à 12 h



Pensionnat
SAINT-NOM-DE-MARIE

628, chemin de la Côte-Sainte-Catherine, Outremont (Québec) H2V 2C5
Téléphone : 514.735.5261 • Télécopieur : 514.735.5266 • www.psnm.qc.ca

Cours secondaire complet pour jeunes filles. Externat et pensionnat.
Profils : Éducation internationale et Vie et monde. Partenaire académique de l'École supérieure de ballet contemporain. Partenaire de l'École de musique Vincent-d'Indy.



Accessible
par métro.

CHUM

CENTRE HOSPITALIER DE
L'UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL

**Le CHUM
obtient son
agrément
2007-2010**

Une reconnaissance nationale !

Le Conseil canadien d'agrément des services de santé (CCASS) décerne au CHUM son agrément, en reconnaissance d'un parcours réussi en matière d'amélioration continue de la qualité et de la sécurité des soins.

Concrètement, cela signifie qu'au CHUM :

- la sécurité des soins est une priorité à tous les niveaux;
- une saine gestion financière prévaut depuis cinq ans;
- une collaboration fructueuse s'est tissée avec la communauté.

Sachant l'importance que revêt la santé pour les Québécois, la Direction tient à partager cette bonne nouvelle avec les patients du CHUM et la population.

C'est grâce à tout son personnel et à ses médecins que le CHUM a obtenu son agrément. Une préoccupation constante pour la sécurité de nos patients, la rigueur dans l'application des mesures de prévention, et un dévouement exceptionnel sont les clés de notre succès !



Canadian Council on Health
Services Accreditation
Conseil canadien d'agrément
des services de santé

www.chumontreal.qc.ca

LE MONDE

La Croatie est encore pleine d'engins explosifs

Des abeilles et des mines

LAURENT ROUY

Zagreb — Douze ans après la fin de la «guerre d'indépendance» (1991-1995), un homme s'est mis en tête d'achever de déminer la Croatie avec des abeilles. L'idée très surprenante est avancée par Nikola Kezic, qui n'a pourtant rien d'un farfou. Le professeur Nikola Kezic, un très sérieux chercheur en agronomie de l'Université de Zagreb, la capitale croate, est persuadé que ces insectes peuvent, grâce à leur odorat, aider les démineurs à découvrir les engins mortels. Car les mines posent toujours problème dans ce pays devenu une destination touristique à la mode.

Selon les estimations officielles, seules 55 000 des 240 000 mines posées au cours du conflit ont été neutralisées. Elles ont tué 450 personnes depuis la fin des combats. En 1998, 68 sont mortes, et cinq en 2007. Le développement économique des régions infestées est également freiné.

Depuis quatre ans, le professeur Kezic consacre bénévolement une grande partie de son temps libre à trouver un moyen pratique de dresser ces insectes à détecter les mines. «Les abeilles ont un odorat très fin et explorent pour se nourrir une zone circulaire de trois kilomètres autour de leur ruche. Nous les mettons en présence de sucre mélangé à une odeur de TNT. Elles vont rapidement associer cette odeur à celle de leur nourriture et vont ensuite la rechercher dans la nature.» Enfermés dans une grande tente translucide, les insectes apprennent en quelques jours seulement à reconnaître l'odeur du TNT. Lâchées à proximité d'une zone minée, suppose le chercheur dont les travaux sont toujours dans une phase expérimentale, elles iront naturellement butiner là où sont enterrées les mines. «Ces engins subissent une oxydation moléculaire sous terre. Au bout de plusieurs mois, se forme à la surface du sol, au-dessus de la mine, un nuage persistant de TNT, que les abeilles retrouvent», explique l'agronome.

Reste à suivre l'animal. Pour cela, Nikola Kezic a eu l'idée de faire appel à ses confrères de la faculté de sciences physiques. Puisque les abeilles sont des insectes chauds,

on les filmait avec des caméras infrarouges, puis on recherchait avec les enregistrements les zones que les insectes ont le plus survolées.

1000 km²

Les recherches du professeur Kezic sont suivies de près par Oto Jungwirth, directeur du Centre de déminage de Croatie, une institution publique chargée de débarrasser de leurs mines les 1000 km² de terrain. «Il ne s'agit pas de retirer toutes les mines, mais seulement celles qui gênent la vie humaine et l'économie. Car le déminage coûte cher: 1,50 euro par mètre carré en moyenne. Et la Croatie a déjà dépensé 290 millions d'euros pour le déminage depuis 1998. Elle devrait consacrer de 300 à 450 millions de kunas par an [40 à 60 millions d'euros] pour finir le travail dans les cinq à dix ans à venir.» Le Centre a mis à la disposition du chercheur ses champs de mines expérimentaux. Parallèlement aux recherches en cours sur les abeilles, la Croatie participe à des programmes internationaux consacrés au déminage. «Nous recherchons les moyens de travailler plus vite. Actuellement, il faut 20 jours à 20 démineurs pour traiter un terrain de 10 hectares, à condition qu'il ne soit pas trop boisé ou accidenté, explique Nikola Pavkovic, du Centre de déminage. Les techniques évoluent peu: il n'y a rien eu de fondamental nouveau depuis 1945.»

Le centre de recherche a tout de même mis au point un véhicule tout-terrain équipé à l'avant d'une hélice qui, en tournant, labouré le sol et fait exploser les mines qu'elle rencontre.

Mais chaque engin coûte 230 000 euros. Il en existe 60 en Croatie. Reste que la recherche en matière de déminage est très cloisonnée. «Les Américains explorent le potentiel des abeilles depuis quelques années, mais après des premiers résultats, ces recherches ont été classées secret militaire», déplore Nikola Kezic. Nous avons essayé de les contacter, de même que des Anglais qui tentaient d'utiliser les abeilles pour détecter les bombes posées par des terroristes. Nous n'avons eu aucune réponse. Il espère des premiers résultats concrets l'année prochaine.

Libération

EN BREF

Dissidents cubains libérés

La Havane — Le gouvernement cubain a libéré dans la nuit de jeudi à hier environ 40 personnes détenues pour avoir envisagé de participer à une manifestation appelée par un chef de la dissidence, a annoncé hier une organisation illégale de défense des droits de l'homme. Ces opposants avaient été interpellés jeudi à Cuba. Parmi eux, Marta Beatriz Roque, figure de proue de

l'opposition, remise en liberté peu après, avait-on appris de source dissidente. L'opposant avait organisé un rassemblement devant le ministère de la Justice à La Havane, pour réclamer une amélioration du sort des prisonniers politiques. «Nous continuons à protester contre ces 40 détentions arbitraires», a déclaré à l'AFP Elizardo Sanchez, président de la Commission cubaine pour les droits de l'homme et la réconciliation nationale (CCDRH, illégale mais tolérée). — AFP

Pamela GUNNING
Rachel LALONDE
Wynanne WATTS

A TINY TWIST TO ENGLISH

ANGLAIS LANGUE SECONDE 1^{er} CYCLE DU PRIMAIRE

We're with you every step of the way.

APPROUVÉ PAR LE MELS

LIDEC Inc.
514-843-5991

En vente dans toutes les librairies
Le prix est indiqué sous réserve de modifications.

Achetez tableaux de

MARCELLE FERRON

Achat à Montréal du 3 au 7 octobre
Appelez MAINTENANT pour un rendez-vous

Lynda Marie Shearer, Canadian Art Group
55 Avenue Rd. #2975
Toronto M5R 3L2

Cellulaire: 1.416.774.8575
www.canadianartgroup.com
canadianart@bellnet.ca

Crise birmane

Les pressions internationales sans effet

Rangoon — La junte militaire birmane a continué hier d'étouffer un mouvement de protestation populaire en dispersant par la force de nouvelles manifestations et en coupant la principale liaison à l'Internet.

Depuis mercredi, 13 personnes au moins, dont un vidéo-journaliste japonais, ont été tuées, selon des sources officielles. Mais selon des diplomates occidentaux, le nombre de tués est nettement plus élevé.

Malgré deux jours de répression de la part des autorités, plusieurs milliers de personnes sont encore descendues dans les rues de Rangoon, la plus grande ville de Birmanie. Comme mercredi et jeudi, elles ont fait face à des charges policières et des tirs de sommation.

Les nouvelles violences se sont notamment produites près de la pagode Sule, dans le centre-ville, où la plupart des commerces étaient fermés. Selon des témoins, les forces de sécurité ont intimé l'ordre par haut-parleur à quelque 10 000 protestataires, en majorité des jeunes, de quitter les lieux avant de les chasser à coups de matraque. Elles ont aussi tiré en l'air.

La principale liaison Internet en Birmanie a brutalement arrêté de fonctionner hier, officiellement à cause d'un «câble sous-marin endommagé». Mais selon une source occidentale fiable à Rangoon, la coupure aurait été ordonnée par la junte qui cherche à empêcher la diffusion, hors de Birmanie, d'informations, de photos et de vidéos sur la répression en cours. L'organisation



REUTERS

Sang et sandales de manifestants

Reporters sans frontières (RSF) a estimé que le régime tentait d'imposer un huis clos.

Les moines bouddhistes, qui avaient été le fer de lance de la contestation avant d'être interpellés par centaines ces derniers jours, étaient rares hier dans les rues de Rangoon, quadrillées depuis le matin par la police. «Les moines ont accompli leur tâche et, désormais, nous devons poursuivre le mouvement», affirmait un leader étudiant.

Des témoins ont indiqué que quatre bonzes avaient encore été arrêtés dans un raid contre un monastère dans la banlieue de Rangoon.

Cette répression aurait provoqué des «actes d'insubordination» au sein de l'armée, selon des sources diplomatiques. «Nous avons entendu que certains militaires auraient refusé d'obéir à des ordres et que d'autres se seraient même rangés du côté des manifestants», a dit un diplomate.

Des milliers de jeunes ont aussi manifesté sur des deux-roues hier à Mandalay, la deuxième ville de Birmanie. Ils ont été dispersés par des soldats du régime. Des témoins encore choqués ont, par ailleurs, raconté hier comment des soldats birmanes avaient tué la veille huit manifestants, en ouvrant le feu à l'arme

automatique, dans une foule de plusieurs milliers de personnes qui protestaient contre une attaque menée contre un monastère.

«Des gens ont commencé à lancer des pierres en direction des soldats», a déclaré à l'AFP un témoin.

Pendant une trentaine de minutes, la foule a conquis les militaires qui ont semblé, à un moment, céder à la panique et ont commencé à tirer à l'arme automatique.

Le vidéo-reporter japonais a été tué dans un autre quartier. Une télévision japonaise, Fuji TV, a affirmé, images à l'appui, hier, que le reportage avait été abattu délibérément et à bout portant d'une balle dans le cœur, par un soldat.

Les pressions internationales se sont poursuivies hier avec notamment un appel conjoint du président américain George W. Bush et du premier ministre britannique Gordon Brown à la junte pour qu'elle cesse de réprimer par la force les manifestations.

Mais la Russie, qui comme la Chine dispose d'un droit de veto au Conseil de sécurité de l'ONU, a jugé hier «prématuré» de parler de sanctions contre la Birmanie, par la voix de son président Vladimir Poutine.

L'émisaire de l'ONU pour la Birmanie, Ibrahim Gambari, est pour sa part attendu aujourd'hui en Birmanie. Une session extraordinaire du Conseil des droits de l'homme des Nations unies doit se tenir mardi prochain à Genève.

Agence France-Presse

Nucléaire iranien

Pas de nouvelles sanctions avant novembre

New York — Les grandes puissances réunies hier à New York ont repoussé à novembre l'examen de nouvelles sanctions contre l'Iran, qui dépendront des rapports que présenteront l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) et le négociateur de l'Union européenne (UE).

Dans un communiqué commun, les ministres des Affaires étrangères de six pays — États-Unis, Russie, Chine, France, Grande-Bretagne, Allemagne — demandant au représentant de la politique étrangère de l'Union européenne, Javier Solana, d'engager de nouvelles discussions avec le principal négociateur iranien sur le nucléaire, Ali Larjani.

«Nous sommes convenus de finaliser un texte pour une résolution du Conseil de sécurité imposant un troisième train de sanctions [...] dans l'intention de le soumettre au vote [...] à moins que les rapports, en novembre, du Dr Solana et du Dr [Mohamed] el-Baradei [directeur général de l'AIEA] ne fassent état d'une issue positive à leurs efforts», peut-on lire dans le communiqué.

Ces nouvelles sanctions renforcées doivent forcer l'Iran à abandonner son programme d'enrichissement de l'uranium, nombre de pays craignant que Téhéran ne veuille s'en servir pour fabriquer une arme nucléaire.

«Oui, c'est un compromis mais c'est un bon compromis», a déclaré le ministre français des Affaires étrangères, Bernard Kouchner.

«Nous attendons parce que les deux rapports doivent nous être présentés. Nous ne savons pas ce

qu'il y aura dans les rapports», a souligné M. Kouchner.

La décision a été annoncée à l'issue d'une réunion présidée par la secrétaire d'État américaine Condoleezza Rice, avec ses homologues russe, chinois, britannique, français et allemand, en marge de l'assemblée générale des Nations unies. Le ministre allemand des Affaires étrangères, Frank-Walter Steinmeier, a déclaré avant les discussions que l'objectif était de rechercher une position commune «pour démontrer l'unité de la communauté internationale» et afficher sa volonté de trouver une solution diplomatique au problème nucléaire iranien.

Les États-Unis, la France et la Grande-Bretagne souhaitent l'adoption par le Conseil de sécurité de l'ONU d'une troisième résolution sanctionnant le refus iranien de suspendre son programme d'enrichissement de l'uranium, qu'ils soupçonnent de pouvoir être détourné à des fins militaires.

La Russie et la Chine estimaient qu'il fallait accorder plus de temps à Téhéran pour coopérer avec l'AIEA et s'opposaient à un renforcement immédiat des sanctions.

L'Allemagne, premier partenaire commercial européen de l'Iran, se tenait entre les deux: elle insistait pour qu'un nouveau train de sanctions soit approuvé dans le cadre des Nations unies et subordonné au non-recours à la force militaire, ont déclaré des diplomates.

Reuters

Guerre en Irak

Moins de militaires américains tués

Bagdad — Le nombre de soldats américains tués en Irak devrait tomber ce mois-ci à son plus bas niveau depuis un an, une statistique que les officiers devraient mettre en évidence pour montrer que l'opération de sécurisation menée depuis plusieurs mois à Bagdad porte ses fruits.

Cinquante-neuf soldats américains sont morts en Irak depuis le début du mois, selon le site Internet icasualties.org qui recense les décès de militaires. Il s'agit du bilan le moins lourd depuis juillet 2006.

Le président George Bush a accepté à la mi-septembre un retrait limité des troupes américaines en évoquant un «certain succès» de son armée sur le terrain.

Le chiffre de septembre est inférieur de moitié au nombre de «boys» tués en mai, quand des renforts américains ont commencé à se déployer à grande échelle dans les zones les plus dangereuses du pays.

«Nous avons constaté que les opérations en cours [...] parviennent à désorganiser de nombreuses cellules d'activistes», a déclaré le lieutenant-colonel Rudy Burwell, porte-parole de l'armée. Nous avons été en mesure de les faire sortir de Bagdad et de les pourchasser. C'est comme ça que nous expliquons la baisse du nombre de victimes.

«Les activistes n'ont certes pas été éliminés, mais ils ont été dérangés», a-t-il ajouté.

D'après icasualties.org, 22 des 59 morts américains en septembre n'ont pas été tués par des actions hostiles, mais dans des

accidents de la route.

Par régions, la statistique montre que le plus grand nombre de victimes est concentré près de la capitale: plus de la moitié des victimes d'actions «hostiles» ont été recensées dans les alentours de Bagdad et la province de Diyala.

Dans cette province troublée située au nord-est de la capitale, neuf soldats américains ont été tués au cours des deux dernières semaines.

Le général Benjamin Mixon, commandant des troupes américaines pour Diyala et les autres provinces au nord de Bagdad, admet que le nombre de victimes a baissé, mais souligne que «ce qui est vrai pour l'Irak dans son ensemble n'est pas vrai pour le Nord».

Dans les provinces au sud de Bagdad, autre bastion de l'insurrection, l'armée américaine a au contraire constaté une diminution des pertes civiles durant le mois de jeûne musulman et une baisse du nombre d'attaques ces derniers mois.

Les activistes d'al-Qaïda en Irak avaient prévenu qu'ils multiplieraient leurs attaques pendant le Ramadan, qui a débuté il y a deux semaines.

Enfin, l'armée a annoncé la mort d'un responsable d'al-Qaïda en Irak, Abou Oussam al Tounisi, tué mardi dernier lors d'un raid aérien américain. Tounisi était tenu pour responsable de l'enlèvement et du meurtre en juin 2006 de deux soldats américains.

Reuters

VEUILLEZ JOINDRE ET EXPÉDIER AVEC VOTRE DON DES MAINTENANT

REPAS COMPLET DE L'ACTION DE GRÂCE - 2, 48\$



Les montants cités sont les coûts moyens et comprennent les frais de préparation et de service. Un reçu d'impôt sera émis pour tout don de 10\$ et plus. Organisme de charité enregistré 10819 5215 RR0001

Nous avons besoin de votre aide pour offrir des repas chauds et procurer d'autres services essentiels en cette période de l'Action de Grâce aux personnes démunies, sans-abri et qui souffrent dans la région de Montréal.

Pour seulement 2, 48\$, vous pouvez offrir un repas chaud, un abri sécuritaire et une aide qui pourraient être le point de départ d'une nouvelle vie.

S'il vous plaît, aidez-nous à donner de la nourriture et des soins à ceux qui ont faim, aux sans-abri et à ceux qui souffrent en postant votre don dès maintenant.

- ☐ 24,80\$ pour aider 10 personnes
- ☐ 62,00 pour aider 25 personnes
- ☐ 124,00 \$ pour aider 50 personnes
- ☐ _____ pour aider le plus de personnes possibles

Veillez donner en ligne au www.missionbonaccueil.com ou composez le 514-523-5288

Nom : _____
Adresse : _____
Ville/Prov./Code postal : _____
Téléphone : _____
Courriel : _____



Libellez votre chèque à :

MISSION BON ACCUEIL
606 rue De Courcelle, dépt. 403302
Montréal (Québec), H4C 3L5
www.missionbonaccueil.com

NOTRE 115^e ANNÉE AU SERVICE DES DÉMUNIS

LE MONDE

EN BREF

Affabulatrice du 11-Septembre

New York — Une association de victimes des attentats du 11 septembre 2001 à New York a limogé sa présidente, après qu'un article du *New York Times* ait révélé qu'elle avait menti en disant compter parmi les victimes, selon le site de l'association. Tania Head, présidente du Réseau des survivants (Survivors' Network) à l'attentat contre le World Trade Center (WTC), avait raconté s'être trouvée au 78^e étage de la tour sud au moment des attaques, et avoir réussi à sortir en rampant hors de la tour en flammes. Grièvement brûlée selon son récit, elle avait également assuré avoir perdu son compagnon dans la tragédie. Elle avait paru sur de nombreuses photos aux côtés du maire de l'époque, Rudolph Giuliani. Un journaliste du *New York Times* a eu des doutes sur la véracité du récit de Tania Head lorsqu'il a essayé de l'interviewer à l'occasion du sixième anniversaire des attentats. L'entretien a été reporté à trois reprises. Le journaliste a ensuite découvert que Mme Head n'avait jamais travaillé pour la banque d'affaires Merrill Lynch, comme elle le prétendait. Interrogé par l'AFP, le directeur de l'Union des écrivains de New York, Aaron Zimmerman, s'est dit «*attristé*» par l'article sur la supercherie, publié jeudi par le *New York Times*. L'Union des écrivains avait publié des poèmes de Tania Head dans deux recueils de textes écrits par des survivants des attaques. «*Rien ne m'avait semblé curieux*» dans le comportement de Tania Head, a-t-il ajouté. «*Les survivants d'une tragédie vous inspirent de la compassion plutôt que des soupçons*», a ajouté M. Zimmerman, qui avait souvent rencontré Tania Head. Dans un poème intitulé «*Étoiles*», publié en 2005, Mme Head évoquait notamment «*la quête vaine [qui] nous conduit à devenir des étoiles filantes à un moment de nos vies*». Hier, des dizaines de blogueurs exprimaient leur indignation sur des sites Internet. La plupart d'entre eux se demandaient comment la supercherie avait pu fonctionner aussi longtemps. — AFP

Les Ukrainiens vont aux urnes demain

Les «orange» espèrent une revanche aux législatives

Kiev — Les leaders politiques ukrainiens devaient tenir leurs derniers meetings hier à Kiev avant les législatives de demain au cours desquelles les forces occidentales espèrent prendre leur revanche sur le premier ministre pro-russe Viktor Ianoukovitch.

L'égérie de la Révolution orange de 2004, Ioulia Timochenko, a promis qu'un gouvernement pro-occidental serait formé rapidement après le scrutin, se disant confiante dans la victoire des forces «*démocratiques*».

«*Nous nous sommes mis d'accord*» avec le parti du président Viktor Iouchtchenko «*pour créer une coalition au lendemain de l'annonce officielle des résultats*», a-t-elle assuré lors d'une conférence de presse tenue après une rencontre avec les ambassadeurs.

«*Je n'ai pas de doute que nous allons avoir une coalition démocratique*» orange et «*que nous allons avoir un gouvernement créé par*» cette alliance, a-t-elle ajouté.

Point d'orgue de sa campagne qui l'a menée dans 81 localités en Ukraine, Mme Timochenko réunissait hier soir ses partisans sur la place de la cathédrale Sainte-Sophie en «*prière collective pour l'Ukraine*».

Le président Iouchtchenko, qui a reçu jeudi Mme Timochenko, son ancienne alliée de la Révolution orange, s'est aussi déclaré favorable à la formation d'une coalition entre sa formation Notre Ukraine-Autodéfense populaire et le bloc Timochenko.

M. Iouchtchenko a ainsi rejeté de facto la possibilité d'une alliance avec son rival pro-russe, le premier ministre Viktor Ianoukovitch, dont le Parti des Régions est la troisième grande force politique en Ukraine.

En décembre 2004, des centaines de milliers de personnes avaient manifesté pacifiquement à Kiev pour dénoncer des fraudes massives en faveur de Viktor Ianoukovitch à la présidentielle. Elles avaient obtenu un



VASILY FEDOSENJO REUTERS

Partisans du premier ministre Viktor Ianoukovitch

troisième tour qui fut remporté par Viktor Iouchtchenko. Selon les dernières enquêtes d'opinion, le Parti des Régions devrait obtenir le meilleur résultat demain, avec jus-

qu'à 37 % des voix, contre jusqu'à 23 % pour le Bloc Timochenko et environ 13 % pour le parti présidentiel.

Aucun des trois poids lourds politiques ne semblant pouvoir obtenir plus de la moitié des 450 sièges au Parlement, les négociations sur la future alliance gouvernementale s'annoncent inévitables.

M. Iouchtchenko a prononcé en avril la dissolution du Parlement après des mois de cohabitation difficile avec M. Ianoukovitch.

Pour sa part, Mme Timochenko a promis hier aux Ukrainiens «*une nouvelle Constitution après les élections*» pour régler le problème de la dualité du pouvoir entre le président et le premier ministre, qui a alimenté les conflits entre les deux Viktor. Quelque 1000 partisans du président ukrainien brandissant des fanions oranges se sont réunis hier matin dans le centre de Kiev. À quelques centaines de mètres de là, sur la place de l'Indépendance, haut lieu de la Révolution orange, un concert-meeting du Parti des Régions devait avoir lieu dans la soirée.

Toute propagande électorale est interdite aujourd'hui, d'après la loi ukrainienne. Si les élections n'augmentent pas de changements géopolitiques majeurs, le retour d'un gouvernement orange risque de compliquer les relations avec Moscou, dont l'Ukraine dépend fortement pour son approvisionnement en énergie.

Selon le quotidien *Kommersant*, l'ambassadeur russe en Ukraine, Viktor Tchernomyrdine, a averti que le prix du gaz russe livré à Kiev dépendrait de la composition d'un nouveau gouvernement. Les trois forces politiques sont d'accord pour intégrer l'Union européenne et ménager les relations avec la Russie.

Agence France-Presse

Voir le monde à l'horizontale

Dès les premiers instants de votre vol pour Paris, vous serez envoûté par le design innovateur de la Suite Super Affaires^{MD}. De l'éclairage d'ambiance aux téléviseurs personnels à écran tactile avec vidéo sur demande vous offrant plus de 80 heures de divertissements, vous bénéficierez d'un confort exceptionnel dans un espace pensé pour votre seul bien-être. Et puisque chaque siège de la Suite Super Affaires donne accès au couloir en plus d'être muni de prises pour tous vos appareils, vous serez toujours branché sur votre monde. De plus, jusqu'au 31 janvier 2008, vous obtiendrez le triple des milles Aéroplan^{MD} pour chacun de vos voyages à Paris en service Super Affaires. Que vous choisissiez d'être en position assise ou à l'horizontale, les Suites Super Affaires sont conçues pour vous transporter dans un confort inégalé.



STAR ALLIANCE

AIR CANADA 
La liberté de voyager à votre façon

ACTUALITÉS

DION

SUITE DE LA PAGE 1

dans les années 70. Si le chef est isolé de ce qui se passe, il y a un problème.

Robert Fragasso croit qu'il faut faire une place plus grande à ceux qui ont milité pour la reconnaissance de la nation québécoise, envers et contre la volonté de l'établissement du PLC. «*Ça prenait une témérité absolument incroyable! Ça prenait beaucoup de courage. [...] Ce sont des gens qui devraient être entendus et considérés par la tête [du parti].*»

Mais voilà, ils partent les uns après les autres. Le dernier en lice est Fabrice Rivault (et non «*Riveault*» comme nous l'écrivions hier), dont la candidature dans Laurier-Saint-Marie a été refusée. Un militant a toutefois précisé que M. Rivault n'était pas apprécié et avait d'ailleurs été congédié de son poste à la permanence du parti pour cause de «*d'insubordination*». D'autres y voient une purge des éléments nationalistes du PLC sous la gouverne d'un M. Dion qui n'en est pas friand.

Un des militants ayant quitté le navire par découragement, mais qui appuie encore M. Dion, résume la chose ainsi. «*M. Dion refuse de se débarrasser de son armature de la clarté.*» Il aime rappeler à quel point un seul mot sur le sujet de Stephen Harper lui a valu 10 sièges au Québec. «*En politique, ce n'est pas tout d'avoir raison. Il faut aussi gagner,*» résume ce stratège.

Cette demande d'accroître l'influence des Québécois se frappe à un mur, s'il faut en croire la réponse ironique du directeur général du parti, James Carroll, qui se demandait s'il allait devoir embaucher aussi plus de Chinois. Sa démission a été réclamée, mais M. Dion s'est porté à sa défense hier. «*Un commentateur peut avoir été mal interprété, mais j'ai confiance en Jamie Carroll. Je sais que le caractère distinct du Québec, la langue française et la réalité multiculturelle du Canada lui tiennent à cœur.*»

Entourage de série B... ou E

Le problème de M. Dion, ont expliqué plusieurs stratèges, est qu'il n'était le premier choix de personne. «*Stéphane Dion a gagné la chefferie à cause d'un jeu d'échec et de conséquences, indique l'un d'eux. Il se retrouve avec des gens qui ne sont pas des top gun.*»

«*On n'a jamais vu un chef comme Dion qui n'a pas de clan naturel au sein du parti. Ce n'est ni un Trudeau, ni un Turner, ni un Martin, ni un Chrétien, ni un Pearson, ni un Saint-Laurent.*» Le paradoxe, c'est que c'est en partie pour cette raison qu'il a remporté la course à la direction, incarnant le compromis recherché par un parti las des guerres intestines... Une autre renchérit: «*Dion était le dernier de la course. Il a travaillé avec l'équipe E. Il y avait des gens disponibles [après sa victoire], mais on n'est pas allé les chercher.*»

La résidence d'un autre des problèmes de Stéphane Dion, croient plusieurs militants: son entêtement et son refus d'écouter son entourage. «*Il n'est pas enclin à aller chercher de l'aide, dit une personne militante depuis longtemps dans le parti. Pour lui, ses amis sont ses amis et ses ennemis sont ses ennemis. Ça, il l'a pris de Chrétien. C'est pour cela qu'il ne nommera jamais Denis Coderre lieutenant du Québec.*»

Retarder l'élection

Au Parti libéral, il s'en trouve plusieurs pour croire que Stéphane Dion et ses troupes seront forcés de voter contre le discours du Trône présenté en octobre par le gouvernement de Stephen Harper, même si cela conduit à une élection. Au moins un organisateur, maintenant retourné au secteur privé, avoue que certains sont mus par le désir de se débarrasser ainsi plus vite de M. Dion. «*C'est de la folie! Mais cela illustre à quel point la grogne est incroyable. Dion devra être attentif à cela.*» Selon cet organisateur, M. Dion devrait décider (sans le dire ouvertement, s'entend) de ne pas aller en élection avant l'automne 2009, date prévue pour les élections à échéancier fixe. «*Ça prendra tout ce temps-là. Dans son intérêt personnel et l'intérêt du parti.*»

Mais un député croit au contraire qu'il sera forcé d'aller aux urnes cet automne. «*Sinon, c'est quoi l'alternative? Attendre le budget, quand le gouvernement va avoir plein de cash et promettre plein de baisses d'impôts et, je sais pas moi, plus d'argent pour les jeunes? Ils vont nous écoeurer en campagne qu'on a voté contre cela? Non, on est mieux d'y aller tout de suite et faire face à la musique.*» Ottawa a annoncé cette semaine un surplus budgétaire de 13,8 milliards de dollars, soit 50 % de plus qu'anticipé.

Resserrer les rangs

Hier, Michael Ignatieff, chef adjoint du PLC et aspirant défait à la direction, a lancé un appel à l'unité des troupes. «*Nous avons l'obligation en tant que parti d'être unis, c'est dans notre intérêt et celui du pays que nous aimons,*» a-t-il lancé à une foule en Ontario. Si certains supposent parfois que M. Ignatieff et son entourage orchestrent le mouvement de protestation contre M. Dion, plusieurs militants, dont des partisans de M. Dion, assurent qu'il n'en est rien. «*Ce n'est pas concerté. Les gens ont l'impression que le parti ne va nulle part, alors ils se fâchent et, en dernier recours, font des sorties dans les médias.*»

La sortie, mercredi, de la députée lavalloise Raymond Folco, serait de cet ordre. «*C'est clair que M. Dion ne passe pas, nous le savons, en particulier chez les Québécois, avait-elle déclaré. Écoutez, un homme ou une femme de son âge ne peut pas changer du jour au lendemain. Je pense qu'il va falloir amener d'autres forces dans le parti pour l'épauler et peut-être voyager à travers le Canada avec lui.*»

Cette sortie en pousse certains à réclamer un geste décisif de M. Dion. «*Il ne doit pas laisser aller son leadership. Une fois que Mme Folco a dit cela, c'est ce qu'elle réintègre le caucus? Je me rappelle une députée [Carolyn Parrish] qui avait critiqué George W. Bush et elle avait été expulsée du caucus par Paul Martin. Et elle n'avait pas critiqué notre chef, elle avait critiqué M. Bush, qui n'était même pas notre ami!*»

Le Devoir

Avec La Presse canadienne

Rectificatif

Dans la photo accompagnant le texte «*Rage contre la machine médiatique*» publié dans notre édition du vendredi 28 septembre 2007, la personne aux côtés de Charles Taylor était évidemment Gérard Bouchard et non pas Jacques, comme nous l'avons malencontreusement indiqué!

SUITE DE LA PAGE 1

par les pays développés en raison de leurs responsabilités historiques dans le réchauffement du climat. Le fait que les pays émergents comme la Chine et l'Inde n'ont pas convenu d'objectifs de réductions obligatoires dans la première phase des réductions de Kyoto a toujours été utilisé comme argument par les États-Unis pour se soustraire à leurs engagements de 1997.

Par ailleurs, le président Bush n'a pas hésité à baliser son «*processus*» parallèle en offrant d'organiser l'été prochain aux États-Unis un sommet de chefs d'État pour définir des objectifs de réduction à long terme «*et les autres éléments de cette approche.*»

George Bush a répété qu'il placerait sa stratégie sous l'empire de la convention sur les changements climatiques signée à Rio en 1992, ce qui situe son processus sous l'autorité des Nations unies, responsables du traité. Mais un nouveau «*processus*» de négociations sous l'empire de la convention-cadre balayerait les acquis de Kyoto, ont souligné plusieurs observateurs européens et écologistes, parce que ce protocole définit déjà les échéanciers et les moyens d'atteindre les objectifs de la convention-cadre.

D'autre part, la nouvelle approche du président Bush repose uniquement sur une approche volontaire. «*Chaque pays, dit-il, mettrait au point ses propres stratégies afin d'atteindre ses objectifs à long terme.*» Le président américain n'a pas écarté, par ailleurs, que les mécanismes du marché soient utilisés pour créer des incitations pour les industriels à passer à l'action.

Redéfinissant à sa façon le principe de la «*responsabilité commune mais différenciée*» inscrit dans le protocole de Kyoto mais jamais accepté par les États-Unis, le président Bush a plutôt parlé de «*stratégies différenciées mais d'un objectif commun.*»

BUSH

Cependant, les centrales thermiques au charbon de partout dans le monde, particulièrement nombreuses dans son pays, en Chine et en Inde, sont la principale cause du réchauffement du climat, a soutenu George Bush. Si une partie importante de l'électricité pourrait provenir de l'éolien et du solaire, c'est fondamentalement par la technologie du charbon propre, de la séquestration du carbone et par le nucléaire que la planète pourra respirer un peu mieux et se tenir au frais.

Pour y arriver prochainement, il propose de créer un Fonds international des technologies propres afin d'aider les pays en développement à mettre en place des projets moins néfastes pour la planète. Et le président Bush avance aussi l'idée d'un libre-échange international pour l'utilisation des technologies propres.

Réactions

La plupart des observateurs et les porte-parole onusiens et européens ont souligné le changement de ton de l'administration fédérale américaine dans le dossier du climat: l'administration Bush ne doute plus des changements climatiques, ni de la responsabilité des humains dans le méga-phénomène environnemental. Elle postule même que la solidarité internationale sera un ingrédient déterminant et qu'il faut travailler sous le chapiteau de l'ONU, quitte à réclamer à mots couverts un démantèlement des outils légaux mis au point depuis une décennie pour faire avancer le dossier par le biais du protocole de Kyoto.

En conférence de presse hier, les porte-parole de l'Union européenne ont souligné leur engagement à réduire de 20 % leurs émissions de GES d'ici 2020 et même à hausser ce pourcentage à 30 % si des grands pays industriels s'engagent eux aussi dans un processus de réduction, une main directement tendue aux

États-Unis. Ils ont aussi souligné qu'aucun gain important dans la lutte aux changements climatiques ne sera réalisé sans des engagements fermes puisqu'ils sont essentiels à la mise en place d'un marché et d'un prix du carbone.

La France a toutefois décidé de jouer au tire-auf-flanc dans cette affaire en confirmant hier soir par son nouvel ambassadeur au climat, Brice Lalonde, qu'elle poursuivra le «*processus de Washington*» en invitant chez elle, au printemps prochain, les 15 plus importants émetteurs à poursuivre le débat amorcé par le président Bush. La commande, disait-on hier soir dans l'entourage de la délégation française, a été passée par le cabinet du président Sarkozy lui-même, qui ne cesse de multiplier les rapprochements avec George Bush.

Mais même aux États-Unis, les réserves ont été immédiates quant au «*nouveau*» plan Bush. Selon Eileen Claussen, présidente du conservateur Pew Center, on a assisté depuis deux jours à Washington à une «*tentative de ramener les autres gouvernements à la vision d'une convention internationale basée sur des mesures volontaires.*» «*Heureusement, a conclu la présidente de cet influent organisme, que les autres pays ont rejeté massivement l'idée que le défi du climat peut être relevé seulement par des mesures volontaires et qu'ils ont mis l'accent sur la nécessité de nouvelles réductions contraignantes pour la communauté internationale.*»

Quant au Canada, qui s'aligne systématiquement derrière les propositions de la Maison-Blanche, il a été durement critiqué par le porte-parole du Bloc québécois en environnement, Bernard Bigras (Rosemont-Petite-Patrie): «*Le gouvernement Harper tente de faire déraiper les négociations internationales sur le protocole de Kyoto à trois mois de l'importante conférence des Parties qui se tiendra à Bali en décembre. Ensemble, le Canada et les États-Unis orchestrent présentement une opération de démolition de Kyoto.*» Bernard Bigras prédit que la question pourrait devenir un important enjeu électoral car le Bloc fait de l'appui au protocole de Kyoto «*une exigence non négociable de son appui au discours du Trône.*»

Pour Steven Guilbeault, porte-parole d'Équiterre, «*tout le monde savait que Washington voulait surtout distraire l'opinion américaine pour faire croire que la Maison-Blanche est active dans le dossier du climat, de plus en plus présent dans l'actualité aux États-Unis.*»

La Chine et l'Inde, ainsi que les principaux pays asiatiques, poursuit Steven Guilbeault, ont continué de dire fermement qu'ils veulent travailler sous l'autorité et avec l'ONU, ce qui postule le maintien du processus de Kyoto.

Quant au gouvernement Harper, prédit le porte-parole d'Équiterre, il pourrait bien se retrouver tout seul avec sa stratégie d'isolement et de réductions volontaires basée sur l'intensité. Le premier ministre australien, John Howard, a toutes les chances d'être battu par les libéraux dans son pays au cours des prochains mois et ces derniers ont promis de ratifier Kyoto comme premier geste une fois au pouvoir. Aux États-Unis, ajoute Steven Guilbeault, les membres du Congrès ont multiplié cette semaine les rencontres avec les dignitaires des pays invités par le président et tous, même du côté républicain, disent que la position des États-Unis a toutes les chances d'être fondamentalement différente d'ici un an, une fois les présidentielles terminées.

Le Devoir

Mathieu Bock-Côté

La Dénationalisation tranquille



Boréal

216 pages • 22,95 \$

Boréal
www.editionsboréal.qc.ca

Mathieu Bock-Côté

La Dénationalisation tranquille

Un essai choc qui s'attaque à la mauvaise conscience qui a gagné le Québec depuis le dernier référendum et qui veut lui permettre de retrouver le sens de sa continuité nationale.

VITTORIO

SUITE DE LA PAGE 1

expérience hors du commun. «*J'ai découvert un autre univers. Je ne vois plus les choses de la même manière. Pour moi, toute nouvelle expérience est un pas de gagné. Je marche moins bien, mais je danse tellement mieux!*», raconte cet indéfectible iconoclaste, à qui le Bain Mathieu consacre ces jours-ci une exposition célébrant ses 50 ans de carrière.

Depuis peu, Vittorio s'est remis au dessin, mais son crayon lui joue des tours. Lui qui s'est fait connaître par ses dessins à plat, saturés de couleurs franches, s'est soudain mis à dessiner en trois dimensions. «*Cette maladie a ouvert une porte. Cela a changé ma façon de dessiner. Moi qui dessinais toujours à plat, j'ai commencé à dessiner en 3D. Au début, les gens étaient tellement surpris qu'ils ont même refusé ma première affiche! Je suis devenu prisonnier de mon plat!*», lance-t-il à la blague.

Mais pour qui le connaît, pas question de rentrer dans les rangs. Sans concession, Vittorio a été et restera. Impudique par moment, provocateur très souvent, et toujours imperturbable, le maître de l'affiche-slogan n'est pas du genre à mettre de l'eau dans son vin. Son métier d'affichiste, il ne le voit pas comme un art mineur, au service d'un commanditaire ou d'une agence de pub.

«*Les gens ont vite vu qu'il ne pouvaient pas me demander de faire n'importe quoi et j'ai toujours fait ce que je voulais,*» affirme ce petit concentré d'énergie, sculpté dans un bloc d'intégrité. «*On ne dit pas à un docteur comment ouvrir un ventre ou à un avocat comment plaider, alors pourquoi dirait-on à l'artiste ce qu'il doit faire?*»

On le voit, Vittorio le Vénitien manie les langues avec autant d'habileté que la plume. Ça et là, il saupoudre la conversation de quelques vers et d'envoies philosophiques, habituellement suivies d'un grand éclat de rire.

Pas étonnant, puisque ses affiches, sans paroles, ont souvent été plus cinglantes que le plus puissant des slogans. On n'a qu'à se remémorer celles sur l'appropriation de Mirabel, sur la langue française ou sur la libération de la femme pour s'en convaincre. À l'époque, sa louve à la mamelle saillante qui s'enfuyait avec un phallus rose entre les dents a eu l'effet du poil à gratter dans les rangs féministes. Malheureusement, beaucoup de gens ne connaissent de lui que son petit diabolon vert, bien inoffensif, créé pour le Festival Juste pour rire.

Rompu à l'humour sagace et à la satire, cet esprit libre et provocateur a en horreur tous ceux qui se prennent trop au sérieux. «*Pourquoi faudrait-il faire une œuvre sérieuse parce qu'un sujet est sérieux?*», déplore l'artiste, qui a mis son talent tant au service des arts de la scène qu'à celui de très sérieuses institutions comme la Banque Nationale et Air Canada. Son style est resté inflexible, peu importe le client.

«*J'ai commencé à faire des affiches parce que je ne parlais ni le français ni l'anglais quand je suis arrivé à Montréal. Pour moi, c'était un moyen de communication fascinant. Mon humour ne pouvait s'exprimer qu'en images,*» raconte Vittorio.

De Fiorucci à Vittorio

L'histoire de Vittorio a des allures de roman. Né à Zara sur la côte dalmate en 1932, Vittorio Fiorucci, fils d'un policier de la marine, passe une enfance de rêve sur les bateaux et le bord de mer. Sa famille, vénitienne d'origine, traverse ensuite l'Adriatique pour revenir s'installer dans la cité des Doges, où il se destine à une carrière d'écrivain.

Après avoir raflé plusieurs prix d'écriture, il décide pourtant, à 19 ans, de prendre son baluchon pour vivre la grande aventure. «*Je voulais aller en Australie, mais ils avaient perdu mes papiers! Alors j'ai choisi la Canada, presque par hasard, parce que j'avais beaucoup lu de bandes dessinées sur les Indiens et la police montée. C'était extraordinaire, j'étais maître de mon destin! C'était l'aventure!*», se souvient-il.

En 1951, sans le sous, l'Italien fraîchement débarqué à Montréal ne parle ni anglais ni français, fait mille et un job. Pour subsister, il ramasse des balles de golf, joue les étalagistes chez Eaton, puis fait une rencontre qui changera son destin. «*Je n'ai jamais pioché pour être connu, c'est un Québécois qui m'a convaincu d'envoyer mes dessins dans une exposition graphique,*» dit-il.

Il crée même de fausses affiches, dont une hautement provocatrice sur une exposition internationale de pornographie, pour pouvoir exposer ses œuvres. L'affiche rose bonbon illustre un sexe de femmes en forme de serrure, surmonté d'un nombril arborant une moustache. Les critiques sont élogieuses, la chance lui sourit, et il signe désormais «*Vittorio*». Fiorucci est resté à Venise.

Il y a quatre ans, le Musée des beaux-arts du Québec lui consacrait la rétrospective *Viva Vittorio*, une douce revanche pour cet artiste qui refuse toujours d'être qualifié d'illustrateur. «*Je déteste la pontification qu'il y a autour de la peinture. Je suis un artiste, point. Il y a des gens qui disent qu'une affiche, ce n'est pas de l'art. Moi, j'ai toujours eu la conviction que c'était la forme d'art la plus près des gens.*»

Aujourd'hui, Vittorio dit être assez sage pour savoir que sur les 300 affiches produites au cours de sa carrière, peu sont marquées par le temps. Jamais à la mode, jamais démodée, sa griffe est restée intacte. «*Je ne mets jamais de date sur mes affiches et il est très difficile aujourd'hui de dire leur âge. Je suis assez fier de cela,*» dit-il.

Le vieux faune rieur, bien qu'un peu assagi par la maladie, n'en reste pas moins un enfant dans

l'âme, un rigolard de première.

Autour de nous, les centaines de jouets anciens posés sur des étagères qui nous zieutent du coin de l'œil sont là pour le prouver. Cette collection, amassée au fil des ans, c'est son trésor, son emprise sur le temps. Robots, camions et clowns rieurs en tôle moulée dorment sous des cloches de verre, comme autant de parcelles d'enfance qu'il tente de conserver intacte, contre vents et marées.

Vittorio se fait un honneur d'avoir gardé sinon la fougue, l'esprit de la jeunesse. «*La plus grande erreur des hommes, c'est de vouloir à tout prix devenir grand et sérieux et de se débarrasser de leur enfance. C'est de la bullshit!*», dit-il en caressant d'une main son chat Crazy.

«*Au moment de mourir, ce qui nous manque le plus, c'est notre enfance. L'enfant en nous, c'est le miracle qu'il faut garder,*» plaide l'attachant personnage.

Eternel bon vivant, l'écrivain, artiste-peintre, dessinateur, photographe, récipiendaire d'une vingtaine de prix et d'honneurs internationaux, dont le prix Moebius de l'International Advertising Awards en 1998, se montre tout émerveillé de l'hommage que lui consacre le Bain Mathieu pour ses 50 ans de carrière, dans le cadre du Forum international de l'affiche 2007. Quoi de mieux qu'un bain, pour un artiste qui n'a jamais eu peur de se mouiller!

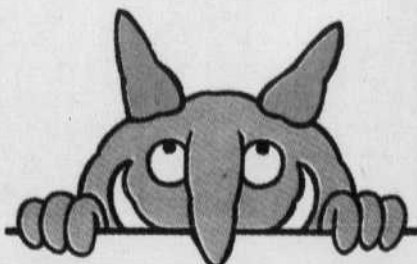
«*C'est merveilleux, il me reste tant de choses à faire! Comme je suis passé à côté de la mort, je sais aujourd'hui qu'il faut mourir avec des regrets. Car si on n'en a pas, c'est que la vie ne nous réserve plus rien,*» dit le vieux philosophe en souriant.

Avec ces mots en tête, on peut déjà imaginer cet incorrigible blagueur, s'écrier devant les portes du Paradis, comme son petit bonhomme vert: «*C'est fini!!!!!!*».

Le Devoir

RÉTROSPECTIVE VITTORIO FIORUCCI

Du dimanche 30 septembre au 14 octobre au Bain Mathieu, 2915 rue Ontario Est



LE DEVOIR		Comment nous joindre ?		Les avis publics et appels d'offres		Les abonnements	
www.ledevoir.com		La rédaction		Au téléphone 514-985-3344		Au téléphone 514-985-3355	
Les bureaux du Devoir sont situés au 2050, rue De Bleury, 9 ^e étage, Montréal (Québec), H3A 3M9 ☎ Place-des-Arts		Au téléphone 514-985-3333		Par télécopieur 514-985-3340		du lundi au vendredi de 7h30 à 16h30	
Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h.		Par télécopieur 514-985-3360		Par courrier avisdev@ledevoir.com		Par télécopieur 514-985-5967	
Renseignements et administration : 514-985-3333		La publicité		Les petites annonces et la publicité par regroupement		Par courriel abonnements@ledevoir.com	
		Au téléphone 514-985-3399		Au téléphone 514-985-3322		Extérieur de Montréal (sans frais) 1-800-463-7559	
		Par télécopieur 514-985-3390		Par télécopieur 514-985-3340		L'agenda culturel	
		Extérieur de Montréal (sans frais) 1 800 363-0305				Au téléphone 514-985-3346	
						Par télécopieur 514-985-3390	

Le Devoir peut, à l'occasion, mettre la liste d'adresses de ses abonnés à la disposition d'organisations reconnues dont la cause, les produits ou les services peuvent intéresser ses lecteurs. Si vous ne souhaitez pas recevoir de correspondance de ces organisations, veuillez en aviser notre service à la clientèle. Le Devoir est publié du lundi au samedi par Le Devoir Inc. dont le siège social est situé au 2050, rue De Bleury, 9^e étage, Montréal (Québec), H3A 3M9. Il est imprimé par Imprimerie Québecor St-Jean, 800, boulevard Industriel, Saint-Jean sur le Richelieu, division de Imprimeries Québecor Inc., 612, rue Saint-Jacques Ouest, Montréal. L'Agence Presse Canadienne est autorisée à employer et à diffuser les informations publiées dans Le Devoir. Le Devoir est distribué par Messageries Dynamiques, division du Groupe Québecor Inc., 900, boulevard Saint-Martin Ouest, Laval. Envoi de publication — Enregistrement n° 0858. Dépôt légal: Bibliothèque et Archives nationales du Québec, 2007